ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

30 juillet 2007
7e année
No 29

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

DDPS: S'entraîner pour l'Hindou Kouch?

Questions urgentes après la mort des six recrues du service alpin de l'armée suisse

La terrible mort des 6 recrues suisses à la «Jungfrau», qui a provoqué un grand désarroi, soulève un certain nombre de questions. Des questions qui sont dans l'air depuis longtemps et qui demandent des réponses. Quelle politique mènent le conseiller fédéral Samuel Schmid et le DDPS? Veulent-ils nous habituer peu à peu à de tels événements? Faut-il interpréter la déclaration de Christophe Keckeis, selon laquelle «l'armée doit pouvoir être engagée partout» de cette manière?

thk. Depuis plus de 10 ans la Suisse est membre du prétendu *Partenariat pour la Paix* (PPP) et est devenue ainsi un simple appendice de l'OTAN. Ce qui était totalement exclu pour la Suisse au XXe siècle – à savoir de servir une grande puissance quelconque – fait, depuis 1996 au plus tard, partie du passé. Avec l'adhésion au PPP la Suisse se rapproche toujours plus de l'OTAN et des USA bellicistes et se rapproche ainsi inévitablement de plus en plus des régions en guerre. Un coup d'œil sur le site du nouveau centre de compétence du DDPS pour les engagements à l'étranger, domicilié à Stans sous le nom de *Swissint*, suffit pour réaliser que l'armée suisse a des soldats stationnés dans 13 pays étrangers et a ainsi, au moins dans ce domaine, abandonné la neutralité. Comme il s'agit de régions en guerre, notamment l'Afghanistan ou le Proche-Orient, le Tchad ou la République démocratique du Congo, il est apparent que le DDPS prend le risque que des soldats y meurent. L'exigence de *Christophe Keckeis,* chef de l'armée, d'envoyer des soldats suisses au Soudan *(Horizons et débats* no 24 du 25/6/07) fait partie précisément de cette catégorie.

Lieu de la chute à la Jungfrau. L'endroit ou la plaque de neige s'est détachée est bien visible. (photo reuters)

La fâcheuse approbation par le Conseil national, lors de la dernière session d'été, de l'augmentation du contingent de soldats suisses à l'étranger de 250 à 500 hommes a suscité l'opposition de personnes qui étaient jusqu'à présent peu critiques face au changement au sein de notre armée. Le fait que, dans le même contexte, *Samuel Schmid* ait répété qu'il fallait absolument se procurer un avion de transport pour ce contingent pour être apte à des engagements dans le monde entier soutient l'hypothèse que le ministre de la Défense prévoit d'enfoncer la Suisse encore plus dans les régions en guerre au côté du monstre belliciste états-unien.

S'exercer à quoi?

Le drapeau suisse hissé à côté de celui des Etats-Unis lors d'un rassemblement de troupes à Kaboul prouve au monde entier dans quelle direction l'armée suisse s'est dirigée au cours de ces dernières années. Même si ce ne sont jusqu'à ce jour que deux officiers suisses qui font leur service dans le cadre de la *Force internationale d'assistance à la sécurité* (FIAS) conduite par les USA, la Suisse fait à présent partie des nations qui participent à la guerre. Car la FIAS et l'OTAN sont depuis longtemps déjà perçues par les populations civiles comme puissance occupante étrangère – par conséquent la Suisse est partie prenante de cette occupation.

La mort tragique de ces jeunes recrues – chacun avec ses plans, ses désirs, remplis d'espérances et de buts pour la vie – des jeunes gens actifs, orientés vers l'avenir, prêts à s'engager, doit être considérée aussi sous l'angle de ces évolutions. La tentative de Samuel Schmid de garder le sujet à petit feu ressemble au comportement qu'il a eu à la suite du crash récent d'un Tornado allemand dans la vallée de Lauterbrunnen. Là aussi, le DDPS a contourné toutes les questions embarrassantes en renvoyant à l'enquête menée par les autorités allemandes. Dans le cas des 6 recrues cela ne sera pas si facile. Beaucoup de questions sont déjà soulevées, et pour empêcher que de tels accidents se reproduisent, elles doivent être minutieusement analysées et les réponses doivent être trouvées.

Outre la question de l'exacte origine du drame et des responsabilités, il y a encore une autre question centrale qui a déjà été posée dès le début: Quelle est la raison pour de tels exercices?

Des engagements à l'étranger en tête?

Il y a plusieurs années déjà, Samuel Schmid a dissout les troupes de montagne qui auraient été capables, suite à leur expérience de longue durée et leurs effectifs, de défendre la région stratégiquement importante des Alpes avec l'argument qu'elles n'étaient plus d'actualité et que, vu les menaces actuelles, on pouvait s'en passer. Ce qui en est resté, c'est un bataillon de 400 spécialistes du service alpin de l'armée. Et le divisionnaire *Alfred Heer* de déclarer à *Radio DRS:* «C'est une unité spéciale.» Mais quels devoirs doit assumer cette «unité spéciale»? Défendre la région des Alpes

Suite page 2

Le DDPS entraîne des troupes étrangères

thk. Dans une interview accordée au *SonntagsBlick* du 22 juillet par le colonel d'état-major *Franz Nager,* on apprend pourquoi les recrues ont porté le chapeau: «Outre nos propres soldats, nous formons chaque année dans plus de 50 cours des soldats d'armées étrangères.» Font partie de cette formation des scénarios de menaces sur des terrains difficilement accessibles».

La Suisse devient de plus en plus un terrain de manœuvres de pays bellicistes: Avant la guerre d'Irak, des soldats britanniques s'entraînaient à faire des atterrissages en hélicoptère dans la neige des Alpes suisses, car celle-ci a une consistance semblable au sable du désert. La division aéroportée américaine Airborne 82 fait des exercices secrets dans la vallée de Lauterbrunnen. L'Armée de l'air allemande vole en rase-mottes le long des vallées suisses et se prépare ainsi à ses prochains engagements militaires. Des soldats de l'infanterie de montagne israélienne s'entraînent en Suisse pour leurs combats sur le plateau du Golan. Selon la «Neue Zürcher Zeitung» du 13 juillet, il y avait aussi des soldats de la Marine britannique dans la cabane du Mönchsjoch le jour du drame – il ne s'agissait certainement pas d'un voyage de vacances. Est-ce cela, l'engagement pour la paix? Le DDPS fait de la Suisse un terrain d'exercices pour des guerres menées en violation du droit international.

La direction de l'armée ne peut pas se dérober à ses responsabilités

thk. Ce qui se passa en détail au-dessus de la selle du Rottal doit encore être vérifié. Néanmoins, certaines choses peuvent déjà être dites. La hauteur de la neige fraîche amena des guides expérimentés à éviter la «Jungfrau» et à se rabattre sur le «Mönch» qui était moins exposé.

Comme une partie des soldats suisses étaient déjà partis en direction du Mönch mercredi après-midi et avaient déclenché une plaque de neige, ils voulaient partir à l'assaut de la Jungfrau jeudi. Le guide autrichien *Patrik Gufler,* présent dans la cabane du Mönchsjoch mercredi soir, le confirme. Vu les circonstances, lui-même se tourna en direction du Mönch pour s'attaquer à la Jungfrau le lendemain, quand la neige fraîche se serait un peu tassée.

Les 14 soldats suisses prirent une autre décision, sans que les raisons soient connues jusqu'à présent. Les déclarations de l'appointé-chef *Alain Perusset,* qui expliqua, lors de la conférence de presse du DDPS en marge de la cérémonie d'adieux officielle d'Andermatt, au nom de ses collègues décédés que ce fut une décision prise démocratiquement de choisir la voie qui suivait l'arête, soulève plus de questions que de compréhension. Que penser de cette déclaration? Dans l'armée il y a des responsabilités bien définies et les supérieurs respectifs doivent porter cette responsabilité même s'ils cèdent aux désirs de leurs recrues. Si dans ce cas de figure les guides de montagne expérimentés et les officiers ne prirent pas le commandement, ils doivent en rendre compte.

Robert Bösch, un guide de montagne patenté, déclara dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 18 juillet également que «les jeunes recrues ne peuvent, sur le fond, pas être rendues responsables des décisions prises en montagne».

Le fait que les deux premières cordées n'étaient pas conduites par un guide de montagne – un aspect qui ne fut soulevé jusqu'à présent par aucun média – doit étonner tout alpiniste. Les recrues étaient toutes très jeunes et il leur manquait une bonne portion d'expérience, même s'ils étaient déjà familiers avec le monde alpestre. Si tous les guides de montagne expérimentés et présents sur les lieux déconseillent de prendre cet itinéraire et que l'un d'eux défend même à son frère qui était parmi les recrues de se joindre au groupe désirant aller à la Jungfrau, les dangers étaient clairs et auraient nécessité l'intervention décidée des supérieurs.

Est-ce que des supérieurs bien formés et responsables, nécessaires à toute armée qui doit fonctionner correctement, deviennent de plus en plus rares sous la nouvelle direction de l'armée *Keckeis/Schmid?* Un ancien sous-officier a déclaré que ces évènements ne l'étonnaient pas, étant donné que les structures de la direction sont chaotiques, que personne ne sait réellement de quoi il est responsable, et que personne n'a la vue d'ensemble.

La déclaration qu'une recrue ait glissé ou fait un faux-pas et aurait ainsi entraîné les autres est, d'après les dires d'un autre guide de montagne, plutôt invraisemblable, car il y avait tant de neige qu'on y serait resté enfoncé; ainsi, la chute ne pouvait presque pas avoir d'autre raison qu'une plaque de neige détachée. *Christian Cotting,* directeur de la Commission de droit du Club alpin suisse (CAS) explique: «Si un guide de montagne décide de parcourir un flanc aussi raide, alors il faudrait garantir avec les mesures de sécurités standards qu'une cordée qui commence à glisser ne puisse pas en emporter une seconde.» *Armin Oehrli,* président des expertises lors d'accidents en montagne déclara à l'agence de presse *sda*: «Si l'explication de la plaque de neige n'est pas correcte, alors il faut vraiment qu'une autre explication soit convaincante.» C'est très invraisemblable que les 14 membres de l'expédition soient tombés sans qu'une avalanche y ait joué un rôle.

Pourquoi ces activités de camouflage du DDPS?

Indépendamment de ce qui c'est réellement passé à la Jungfrau, la responsabilité en incombe clairement au DDPS respectivement aux officiers responsables. Le récit de l'appointé-chef Alain Perusset semble être une tentative d'enlever une partie de la pression de l'armée. Mais même si sa version des faits est correcte, cela ne change rien à la responsabilité des supérieurs. L'armée suisse, représentée par le conseiller fédéral *Samuel Schmid,* semble avoir des problèmes avec cette question de responsabilité. On dissimule, on rejette et l'on utilise Alain Perusset pour prouver l'innocence du DDPS. Force majeure? Un faux-pas? Une décision prise en commun – tous portent la responsabilité? Tout cela ne compte pas. Il y a des décisions qui ont été prises, et aussi fatal que ce soit, elles étaient fausses.

Une autre question est aussi en suspens. Pourquoi l'expédition n'est-elle arrivée à cet endroit qu'à 10 heures? A un moment où le soleil était déjà relativement haut dans le ciel, ce qui rendit la neige mouillée et lourde? «Danger d'avalanche accrue», selon Patrick Gufler. A ce moment ils n'avaient de loin pas encore atteint le sommet et la descente aurait eu lieu pendant les heures de midi. Vu les conditions d'enneigement, on aurait dû partir beaucoup plus tôt ou rebrousser chemin. L'expert en avalanches *Werner Mutter* déclara dans la *SonntagsZeitung* du 22 juillet qu'«arrivés à la croupe de la montagne, les recrues auraient au plus tard dû faire demi-tour». Alain Perusset déclara aussi que ce n'était pas le sommet qui était le but, mais le chemin en soi. Alors, pourquoi n'ont-ils pas choisi la course moins exposée en direction du Mönch? Un grand nombre de questions, toutes aujourd'hui encore sans réponses. Mais ces réponses doivent être trouvées. Il y a aussi des faits avérés qu'il ne faut pas délayer pour des raisons de calcul politique. C'est ce dont le DDPS est redevable au moins au défunts, mais surtout aux familles.

Le long combat du major Plodovski de la Bundeswehr

par Marc Widmann, Allemagne

Le major Plodovski n'a entendu que la détonation lorsque l'auteur d'un attentat suicide a fait exploser une bombe de 150 kilos. Il a survécu de justesse à cet attentat de Kaboul – et maintenant, il doit se battre contre la République fédérale d'Allemagne pour obtenir une indemnisation.

Le 10 juin 2003, sur la partie militaire de l'aéroport de Cologne, des soldats de la Bundeswehr portent le cercueil d'un camarade. C'est l'un des quatre soldats allemands de la *Force internationale d'assistance à la sécurité* (FIAS) qui ont perdu leur vie lors de l'attentat à la bombe du 7 juin 2003 à Kaboul.

Le salon de *Christopher Plodovski* est peint en couleurs accueillantes, un parquet clair et des murs jaunes avec au milieu un canapé blanc. Mais dans son âme, c'est l'obscurité. Les images de ce 7 juin 2003 ne cessent de remonter en lui. En ces moments, l'officier de la Bundeswehr de 41 ans a l'air d'avoir dix ans de plus. Ses larmes coulent, son cœur bat la chamade et dans son âme le major Plodovski est de nouveau à Kaboul.

Il était assis dans la deuxième rangée d'un bus circulant sur la route de Djalalabad en direction de l'aéroport. C'était sur le trajet du retour, derrière lui «mes gars» chantaient, comme l'ancien commandant de compagnie appelle les soldats encore aujourd'hui. Plodovski n'a pas vu arriver le taxi. Il n'a entendu que la détonation, lorsque l'auteur de l'attentat suicide a fait exploser la bombe de 150 kilos.

Quand il est revenu à lui, le bus n'était plus qu'un squelette. Il a vu des moitiés de visages arrachées, des membres déchirés, des soldats qui «saignaient par tous les pores». Ses gars. Il a réalisé que le sang giclait aussi de son bras. Un de ses soldats lui a mis un doigt dans l'artère pour le maintenir en vie. C'est «en moyenne 15 fois par jour» que Plodovski souffre de telles images.

«Il y a quelque chose de pourri»

Quatre ans après l'attentat, le major se bat toujours contre sa propre armée. Il est en congé maladie depuis des mois, il a pris un avocat et a saisi le tribunal social. Il demande une «reconnaissance adéquate» de ses blessures durables par la République fédérale d'Allemagne, représentée par l'administration du Wehrbereich Sud. Il s'agit de savoir à combien va s'élever le dédommagement. C'est un marchandage autour du pourcentage de son aptitude au travail.

Plodovski trouve indigne «qu'il faille se battre pour chaque centime, là, quelque chose est pourri». Le major originaire de la Hesse n'est pas le seul dans une situation pareille.

Quatre autres soldats du bus doivent encore se soucier du montant de leur dédommagement. «Leurs ‹cas› n'ont pas encore pu être résolus définitivement» a déclaré le ministère de la Défense sur demande. Après leur retour d'autres missions à l'étranger, par exemple au Kosovo, des soldats blessés ont porté plainte contre l'administration militaire parce qu'ils se sentaient injustement traités.

C'est en quelque sorte un problème mathématique. Les blessures physiques et psychiques de Plodovski et ses camarades doivent être exprimées en chiffres. S'il y a réduction de l'aptitude au travail de 50% ou plus, les soldats professionnels ont droit à une indemnité unique de 80 000 euros. En outre, ils peuvent partir en retraite et reçoivent à vie 80% de la catégorie salariale supérieure de deux points à la leur. C'est ce qui est voulu par la loi.

La colère monte avec chaque lettre

La colère de Plodovski augmente avec chaque lettre de l'administration du Wehrbereich. D'abord elle n'a pas accepté l'expertise d'un médecin colonel de l'hôpital de la Bundeswehr de Coblence.

Au cours de leurs engagements à l'étranger, certains soldats allemands sont témoins de scènes horribles qu'ils peinent à surmonter. Christopher Plodovski en fait partie. Il exige maintenant un dédommagement de l'Etat.

Un expert en oto-rhino-laryngologie lui a certifié 70%, uniquement dans sa spécialité. Plodovski a perdu le goût, ne sent et n'entend presque plus rien. Et le major de préciser: «Je porte les appareils auditifs les plus puissants qu'on trouve sur le marché».

L'administration du Wehrbereich a fait faire une contre-expertise par un professeur d'université civil. Il n'a constaté que 20% de réduction d'aptitude au travail. «C'est une farce absolue», dit Plodovski. Le professeur n'a parlé que quelques minutes avec lui et l'a ensuite présenté comme simulateur.

L'administration lui a finalement accordé 40%, uniquement pour ses problèmes psychiques, ce qui représente 161 euros par mois. «Ce n'est pas pour cela que j'ai risqué ma vie», dit le soldat. Cela sonne amère mais aussi combatif. Son adversaire se trouve maintenant dans l'administration du Wehrbereich à Stuttgart.

Plodovski veut faire faire de nouvelles expertises, notamment pour ses bras blessés qu'il ne sent presque plus. Depuis longtemps, le calvaire de Plodovski est devenu une odyssée d'un médecin à l'autre. Son combat avec l'administration étreint sa vie comme un lutteur son adversaire. «Avec chaque lettre de mon avocat le sujet réapparaît».

Le sous-officier *Frank Dornseif* se trouvait dans le même bus à Kaboul. Il a 47 ans et en est actuellement à son troisième avocat. Lui aussi a porté plainte devant le tribunal social, veut refaire vérifier toutes les expertises et en faire faire de nouvelles.

Il se bat pour la reconnaissance et pour une rente plus élevée. 50% de réduction de sa capacité de travail ont été reconnu par l'administration. A cause des images dans sa tête qui ne disparaissent plus et parce qu'il passe sa vie a avaler des comprimés contre la dépression, contre les douleurs et pour pouvoir s'endormir. Dornseif se sent abandonné par ses supérieurs et sa voix trahit le désespoir.

«Deux médecins, trois opinions»

Parmi quelques-unes des personnes concernées, les spéculations vont bon train. L'administration essayerait sciemment de maintenir les dédommagements aussi bas que possible pour qu'elle puisse s'en tirer à moindre frais. Il n'y a pas de preuves et la Bundeswehr nie ces accusations.

De tels traumatismes ne peuvent que difficilement être saisis en chiffres, comme l'exige la bureaucratie. «En traumatologie, il n'y a pas d'échelle objective», dit *Peter Zimmermann,* médecin-chef du département de psychiatrie de l'hôpital de la Bundeswehr de Berlin. «Nous devons nous fier à notre expérience clinique et à notre nez», a-t-il déclaré.

A des nez, auxquels les soldats ne préfèrent pas se fier. Souvent des personnes concernées qui ne sont pas d'accord avec les expertises, font appel au *Deutscher Bundeswehr-Verband* (DBWV, Association allemande de la Bundeswehr) pour demander de l'aide judiciaire. «L'expertise représente toujours un problème, surtout dans les cas de maladies psychiques», déclare le juriste du DBWV *Marcus Garbers*. L'expression «Deux médecins, trois opinions» est souvent de mise.

L'expert s'attend à un nombre de concernés croissant: «Les missions ne seront pas moins dangereuse à l'avenir». Déjà depuis 2003 le nombre de soldats avec un «Trouble de stress post-traumatique» (TSPT) a triplé. Depuis lors, 1550 soldats ont été traités dans les hôpitaux de la Bundeswehr pour des problèmes d'ordre psychique, 640 parmi eux suite à un TSPT. Le «Bundeswehr-Verband» a récemment établi une liste d'exigences concernant les rapports avec des soldats traumatisés. Cette association exige notamment un numéro de téléphone d'urgence pour les personnes concernées et leur familles.

La musique déclenche le désespoir

Un jeune soldat de la marine, qui désire rester anonyme, aurait bien aimé avoir un tel soutien: «Je n'avais personne à qui parler».

En juin 1999, lorsque les Serbes y étaient encore, il est arrivé au Kosovo. Il a dû inspecter des fosses communes ouvertes, des corps récemment brûlés, des caves à tortures. Il n'a pris rendez-vous chez le médecin que lorsque sa femme s'est séparée de lui en disant: «Je ne le supporte plus.» Elle parlait de son irritation continuelle, de son agressivité, et de ses rechutes, déclenchées par l'odeur d'une bête morte ou d'un morceau de musique qu'il avait entendu lors de sa mission.

D'abord le psychologue a voulu faire croire au traumatisé que son comportement était dû à ses problèmes conjugaux. L'année passée le soldat a reçu un dédommagement de 30%, 118 euros par mois.

Mais lui aussi a fait objection et veut saisir les tribunaux parce que jusqu'à aujourd'hui les scènes atroces le poursuivent et son traumatisme n'a pas été jugé équitablement. Les images de 1999 ne le quitteront pas de sitôt. «Un psychologue m'a dit, tant que je suis en route pour porter plainte, je ne suis pas apte à une thérapie», a dit le soldat. Et d'ajouter tout bas: «Je pense qu'il a raison.»

Source: *Süddeutsche Zeitung* du 9/7/07
(Traduction *Horizons et débats)*

Commentaire

L'exemple du major Plodovski ne représente pas un cas singulier. C'est l'authentique visage de la guerre qui se montre dans cet exemple. C'est une guerre dans laquelle on sacrifie les hommes parce que l'homme ne compte rien.

Son destin est identique avec celui des environ 100 000 soldats aux Etats-Unis, les soi-disant vétérans de guerre depuis la guerre au Viêt-nam. Ils reviennent des champs de bataille, des estropiés psychiques, dont beaucoup sont physiquement handicapés pour toute leur vie. Eux aussi, ils n'arrivent pas à effacer les images dans leur tête, deviennent agressifs, doivent prendre des comprimés pour le reste de leur vie. Les couples divorcent car les femmes et les enfants ne supportent plus la situation, leur vie aussi est détruite.

Quand ils reviennent ainsi de la guerre, ils sont licenciés de l'armée et on ne leur donne qu'un salaire minable. Ceux qui ont encore la force de s'y opposer prennent le chemin juridique qui est long et difficile, ils doivent lutter dur pour chaque dollar, beaucoup n'ont ni les moyens ni la force pour faire cela.

S'ils n'arrivent pas à digérer ce qu'ils ont vécu pendant la guerre, on leur administre un diagnostic psychiatrique: trouble de stress post-traumatique (TSPT). C'est la psychologie et la psychiatrie au service de la guerre. Il faut souligner ici que tous les symptômes sont des réactions normales et humaines à la suite de circonstances contre nature vécues qui font partie du quotidien dans une guerre. Parce que la guerre en soi, est une chose contre nature. C'est l'âme saine qui réagit ainsi. Celui qui ne peut plus oublier ces images prouve qu'il a encore une conscience et de la compassion. Ces personnes sont psychiquement blessées, mutilées par la guerre et il va de soi qu'ils ont droit à un dédommagement et/ou une pension. Les irritations psychiques dues à la guerre ne sont pas la conséquence d'une personnalité troublée, ce sont des réactions qui sont la conséquence d'une situation contre nature.

C'est uniquement aux âmes indifférentes que de telles images ne posent pas problème. On dit que la gravité du diagnostic dépend de la vulnérabilité de la personnalité: Alors plus la personnalité manque de stabilité, plus le diagnostic est grave, comme si c'était la preuve d'une faiblesse personnelle. Comme si de telles expériences ne troublaient pas une personnalité forte. Il est absolument inacceptable qu'une personne faisant preuve de réactions humaines tout à fait normales reçoive un diagnostic. Suite aux récits de nos parents et grands-parents qui ont vécu la Seconde Guerre mondiale, nous savons pertinemment que ces images restent ancrées dans la mémoire pour le reste de la vie. Dans beaucoup de familles, la guerre était un sujet dont on parlait chaque jour, si on en parlait au juste.

En 1980, on a introduit pour la première fois le «trouble de stress post-traumatique». C'était le résultat du travail avec les vétérans de la guerre du Viêt-nam (autrefois, on appelait le même phénomène le «shells-hock», «fièvre des obus» ou une névrose de la guerre). La question se pose si ce diagnostic n'a pas été introduit pour se préparer à de nouvelles guerres.

Eva-Maria Föllmer-Müller

«DDPS: S'entraîner pour …»
suite de la page 1

suisses avec 400 hommes, bien qu'avec la réforme *Armée XXI* la défense des Alpes ait été définitivement classée? Selon le divisionnaire Heer le but de ces exercices en haute montagne est d'apprendre «comment mener une cordée dans la roche ou, comme ici, dans la glace et la neige, d'avancer dans un terrain difficile.»

Mais pourquoi s'exercer à cela? On parle de «Défense dynamique» qu'on fait avec avantage sur le territoire de l'adversaire; au pire des cas, il faudra défendre des objets stratégiquement sensibles, mais certainement pas dans la région des Alpes.

Le commandant de cette unité spéciale, *Andreas Bardill*, décrit les devoirs de cette unité de la manière suivante: Nos soldats sont spécialement formés pour guider d'autres troupes sur un terrain difficile, pour conseiller leurs commandants, et ils sont aussi responsables des questions de sécurité.» Mais quelles troupes doivent-ils guider et surtout où, puisque les Alpes ne font plus partie des territoires d'intérêt militaire? Et Andreas Bardill de continuer: «Nos spécialistes doivent avoir un avantage sur les personnes qu'ils devront encadrer et guider, c'est pourquoi ils s'entraînent dans des conditions spécialement difficiles, afin que la troupe soit poussée à donner le maximum et qu'ils puissent s'entraîner à prendre des décisions dans de telles conditions.» *(Radio DRS,* Rendez-vous am Mittag du 13/7/07)

Par conséquent, on forme des spécialistes dont on n'a pas vraiment besoin en Suisse mais qui sont capables de conseiller d'autres troupes. Si l'on se rappelle la stratégie de défense du DDPS, on réalise que tout cela n'a pas de sens. A quoi bon tout cela? Former des jeunes gens dans une situation hautement dangereuse et sacrifier ainsi la vie de 6 jeunes adultes. Est-ce que ce ne sont pas des exercices pour des engagements qui n'auront pas lieu en Suisse mais lors d'engagements guerriers à l'étranger? Est-ce qu'on prépare ces jeunes gens pour des opérations à très hauts risques, effectuées lors d'engagements à l'étranger? •

Etait-ce vraiment nécessaire?

Le débat concernant l'accident qui a eu lieu sur le Rottalsattel dans le massif de la Jungfrau est loin d'être clos. La mort tragique de six soldats ne doit pas uniquement être confiée à l'inévitable commission d'enquête, jusqu'à ce que l'affaire soit oubliée, comme c'est si souvent le cas, et classée. Il faut à tout prix éviter que la question de la responsabilité soit écartée. Une armée de milice n'a pas le droit de mettre ainsi ses membres en danger, bien que toute mission puisse comporter un risque mortel.

Pourquoi n'a-t-on pas pris au sérieux les avertissements du Service d'avalanches du Weissfluhjoch? Cette mission était-elle obligatoire pour les recrues et les a-t-on informées des risques? Leur a-t-on donné la possibilité d'en discuter ou ont-ils simplement été détachés en service commandé? Bien que ces jeunes gens aient tous été bien entraînés et membres d'une unité spéciale, leurs supérieurs ont négligé le danger d'avalanche. D'une manière générale, on peut se demander à quoi une telle formation de service alpin peut bien servir. Certes, deux guides de montagne connaissant les dangers et le programme de formation faisaient partie de cette unité. Mais le moment de la chute d'une avalanche est difficilement prévisible. Plus la journée avance, plus le risque augmente. La question de la responsabilité se pose de façon urgente. Les responsables de cette mission ne pouvaient pas être aussi inconscients du danger. Il doit être permis de poser la question: En sommes-nous arrivés à un point où la vie humaine ne compte plus?

Ernst Heimgartner, Reinach BL
(Traduction *Horizons et débats)*

Une version occidentale de la doctrine Brejnev

La Cour constitutionnelle d'Allemagne et l'OTAN: nouvelle doctrine de l'«internationalisme euro-atlantique»

*par Jürgen Rose, Munich**

Pour justifier a posteriori l'invasion de la République socialiste soviétique de Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, le Secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique, *Léonide Brejnev,* avait énoncé, en novembre 1968, le principe de l'«internationalisme socialiste prolétarien». Le camp du traité de l'*Atlantique Nord* s'était emparé immédiatement, et avec gratitude, de la nouvelle doctrine Brejnev comme d'une passe en profondeur dans la lutte idéologique de la guerre froide. Ainsi, le manuel de défense d'*Emil Obermann,* ouvrage de politique de sécurité publié en plusieurs éditions depuis 1966 avec grand succès, qui a servi d'«armement spirituel» de générations d'officiers et de sous-officiers de l'armée allemande, qualifie la directive de politique étrangère de Brejnev de «doctrine d'hégémonie» et d'expression du pur intérêt de l'Union soviétique en tant que grande puissance.

La «doctrine Brejnev» limite la souveraineté intérieure et extérieure des nations du pacte de Varsovie à l'«autodétermination socialiste», apprend le lecteur intéressé, qui prend connaissance d'un droit à l'intervention dans les affaires intérieures du pays concerné, d'après le principe «où le socialisme a vaincu, ce processus est irréversible». En effet, tout écart de la voie vertueuse du socialisme devrait procurer le «secours fraternel» du socialisme réel aux pays concernés, le cas échéant par la puissance des armes.

En 1985, les chimères de Brejnev ont connu une fin méritée dans les poubelles de l'histoire. Or la Cour constitutionnelle de Karlsruhe vient d'exhumer et d'habiller de neuf cette momie. Par leur arrêt du 3 juillet au sujet des interventions de l'armée à l'étranger – qui suit ceux de 1994 et de 2001 et mérite toute notre attention –, les juges constitutionnels établissent, probablement sans le remarquer, une doctrine de l'«internationalisme euro-atlantique»; avec les salutations amicales du camarade Léonide, depuis sa sépulture du Kremlin!

Le droit de l'OTAN à l'hégémonie mondiale que la Cour constitutionnelle établit dans son arrêt qui fait époque repose sur deux prémisses. «Premièrement», disent les juges, «le 11 septembre 2001 a prouvé que ce qui menace la sécurité du territoire de l'alliance ne peut plus être limité géographiquement». En d'autres termes, les risques s'étant mondialisés, l'alliance atlantique peut aussi agir et intervenir mondialement. Selon le tribunal, une «relation à sa propre sécurité dans la zone euro-atlantique», quelle que soit la façon de l'étayer et aussi tirée par les cheveux qu'elle soit, telle l'allégation qu'une attaque armée contre les Etats-Unis aurait eu son origine en Afghanistan, justifie à elle seule le recours à la force militaire.

En bref, dès que l'OTAN considère sa sécurité comme remise en question, elle est automatiquement habilitée, aux yeux de la Cour constitutionnelle, à intervenir dans le monde entier – une simple affirmation suffit. Les juges ne considèrent en aucun cas qu'un changement structurel de l'accord initial a eu lieu à partir d'«une alliance de défense classique», approuvée par le Bundestag en 1955. En effet, l'accord de l'OTAN ne règle pas expressément, d'après la Cour, d'autres interventions militaires que celles des cas d'assistance mutuelle, de sorte que «des interventions sur réaction à des crises sont permises sans que le caractère d'alliance de défense soit remis en question».

En outre, la cour suprême allemande n'a trouvé aucun indice selon lequel l'alliance atlantique se serait détachée de son objectif tendant à assurer la paix. D'après les gardiens de la constitution, «la volonté de l'OTAN de concentrer ses opérations en Afghanistan sur le maintien et la stabilisation de la paix se manifeste dans les déclarations faites par les chefs d'Etats et de gouvernements de l'alliance lors du sommet de l'OTAN tenu à Riga les 28 et 29 novembre 2006». Or émettre des doutes à propos de telles assurances de parfaits démocrates n'entre pas en ligne de compte.

L'hymne entonné par les juges à l'alliance pacifique de l'Atlantique Nord atteint son apogée dans la constatation finale: «Dans les parties des déclarations qui vont au-delà de l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, il n'y a pas non plus d'éléments qui incitent à penser que l'OTAN s'écarte de sa mission visant à maintenir la paix, d'autant moins qu'il est affirmé là aussi que l'OTAN adhère sans hésiter aux objectifs et aux principes des Nations Unies.» Si la paix est inscrite dessus, elle est aussi dedans, telle est la devise des gardiens de notre constitution. A Karlsruhe, on semble ignorer l'existence d'emballages surprises – contrairement aux victimes de ces «bombes pour la paix» qui tombent quotidiennement bien loin en Afghanistan et ailleurs.

Ce qui fait finalement déborder le vase, c'est la manière des juges constitutionnels de traiter le droit international public. Selon la Cour, des violations de ce droit par des interventions militaires individuelles de l'OTAN, en particulier la violation de l'interdiction de recourir à la force, n'impliquent pas en soi une infraction condamnable lors d'une procédure opposant des organes de collectivités de droit public. La Cour constitutionnelle ne procède pas non plus «à l'examen général de la conformité au droit international d'interventions militaires de l'OTAN». En fait, elle donne, par son arrêt, toute latitude à l'alliance atlantique de violer le droit international public. Appliquant le principe selon lequel quelques infractions au droit international ne sont pas gênantes, la cour suprême constate sans broncher que «même si l'on imputait ponctuellement diverses infractions contre le droit international, on ne pourrait en déduire en aucun cas que l'OTAN s'écarte de ses objectifs tendant à assurer le maintien de la paix.» Et l'arrêt de poursuivre: «Pour prouver que l'intervention de l'Isaf constitue un processus de transformation de l'OTAN systémique, faisant renoncer celle-ci au maintien de la paix, l'intervention dans son ensemble devrait s'avérer être une infraction contre le droit international.»

Ce qui signifie en bon allemand: tant que ni le gouvernement allemand ni l'OTAN ne sont assez bêtes pour déclarer qu'ils mènent une guerre d'agression contraire au droit international, ils peuvent recourir à l'armée allemande pour «maintenir la paix» dans le monde par la force militaire. A la question «voulez-vous une guerre mondiale?», la cour suprême de la république, gardienne de la loi fondamentale, répond: OTAN, commande – nous suivrons! •

* Jürgen Rose, pédagogue diplômé, est lieutenant-colonel de l'armée allemande. Cet exposé reflète son opinion personnelle.

(Traduction *Horizons et débats)*

Une déclaration de Göttingen actuelle

A l'occasion du 50e anniversaire de la légendaire déclaration de Göttingen, des «scientifiques de Göttingen partisans de la paix et du désarmement» ont organisé le 30 juin un congrès et lancé un nouvel appel, dont nous publions ci-dessous la teneur.

Une déclaration de Göttingen actuelle

Nous, les participants au congrès de la paix de Göttingen tenu lors du 50e anniversaire de la déclaration de Göttingen des 18 physiciens nucléaires opposés à l'armement nucléaire de l'armée allemande, nous nous sommes penchés sur les problèmes de la guerre, de l'armement et des stratégies militaires. En raison d'une lutte mondiale qui s'exacerbe et vise à s'emparer des matières premières minérales et énergétiques ainsi que de l'imposition militaire toujours plus visible des intérêts économiques de quelques grandes puissances, nous nous adressons à l'opinion publique et exprimons notre point de vue au sujet des points brûlants de la politique de la paix.

Militarisation de la pensée et de la politique

Ces dernières années, les obstacles ayant empêché que l'Allemagne renonce, après la Deuxième Guerre mondiale, à la limitation de l'armée à la défense nationale imposée par la constitution ont été levés les uns après les autres. L'armée allemande se livre maintenant à des interventions militaires dans le monde entier et participe même à des guerres d'agression ainsi qu'à des occupations. L'exigence d'interventions à l'étranger a été justifiée ouvertement dans les directives de défense de 1992 déjà par la nécessité «d'assurer la liberté du commerce mondial ainsi que l'accès aux matières premières et aux marchés du monde entier». Selon cette argumentation, les interventions militaires à l'étranger doivent continuer à faciliter et à assurer la croissance économique exponentielle des nations riches.

Actuellement, presque 10000 soldats allemands et membres d'unités secrètes opèrent à l'étranger, notamment en Afghanistan, au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine, au cap Horn, au Soudan, en Géorgie, en Ethiopie et dans la Méditerranée orientale. Pour justifier ces interventions, on invoque la lutte contre le terrorisme, l'aide humanitaire et le développement de la démocratie. En fait, il s'agit cependant de géopolitique et de l'accès aux ressources naturelles. Nous nous opposons à l'intervention de l'armée allemande qui a lieu à l'étranger sous ces prétextes et exigeons que le gouvernement et le Bundestag lèvent ces mesures.

Nous nous opposons donc aussi à l'engagement des Etats membres de l'UE à s'armer contenu expressément dans le projet de constitution européenne et visant à «améliorer graduellement leurs capacités militaires» et à instituer une «Agence européenne dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement».

Nous exigeons que les gouvernements et parlements de l'UE éliminent l'obligation de s'armer du projet de constitution. Un accord de base d'Etats démocratiques ne doit pas contenir de telles exigences. En lieu et place, nous exigeons la création d'une «Agence européenne du désarmement et des stratégies de résolution civile et non militaire de conflits» qui n'a pas été mentionnée jusqu'ici. En outre, nous exigeons un arrêt strict des exportations d'armements, qui permettent et accentuent les conflits guerriers.

L'Europe et, en particulier l'Allemagne, doivent se distinguer parmi les nations comme des champions tentant de résoudre pacifiquement et civilement les conflits. Comme le projet de constitution de l'UE le mentionne, cela implique tout d'abord «la solidarité et le respect mutuel entre les peuples», la lutte contre la pauvreté, la faim et la misère, ainsi que la préservation de l'environnement et des bases de vie naturelles «dans la solidarité envers les générations futures et la terre».

La sécurité de l'Europe ne peut pas être assurée par la puissance militaire. L'Europe doit opposer à la militarisation croissante des relations internationales une force civile convaincante et considérée comme modèle dans le monde entier. Elle doit recourir à ses potentiels financiers et humanitaires pour résoudre les grands problèmes de l'humanité que sont la faim, la polarisation sociale ainsi que la protection du climat et de l'environnement.

Abolir les armes nucléaires – en commençant par chez nous

Plus de 40000 ogives nucléaires continuent de menacer l'humanité. Les puissances nucléaires officielles – de même que les puissances cachées – refusent de procéder au désarmement nucléaire auquel elles se sont engagées par l'accord de non-prolifération des armes nucléaires. Bien au contraire. De nouvelles générations d'armes nucléaires sont fabriquées et testées. Simultanément, le monopole des armes nucléaires est utilisé sans vergogne pour soumettre d'autres pays au chantage et les menacer de guerre et même d'attaque nucléaire. Selon l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 8 juillet 1996, non seulement le recours aux armes nucléaires, mais aussi la simple menace d'y recourir violent le droit international et «notamment les règles du droit international humanitaire».

Les plateformes de défense contre les missiles, qui se sont révélées totalement inefficaces, sont ressenties comme des provocations et peuvent inciter des Etats dépourvus d'armes nucléaires à se procurer leur propre système nucléaire de défense contre les missiles. Cette situation provoque une nouvelle spirale de l'armement. Seul un désarmement nucléaire radical peut renforcer la non-prolifération nucléaire et dissuader d'autres Etats de produire des armes nucléaires.

Les «18 de Göttingen» s'étaient opposés à l'armement de la Bundeswehr, connaissant les conséquences d'une guerre nucléaire. Mais l'aviation militaire allemande procède à un recours potentiel aux armes nucléaires dans le cadre de la «participation nucléaire» aux armes de l'OTAN. Ainsi, on élude la requête des physiciens nucléaires de Göttingen, qui avait été acceptée alors politiquement. Dans l'esprit et dans la tradition des «18 de Göttingen», nous exigeons la renonciation à la participation nucléaire. Nous avons besoin d'un monde dépourvu d'armes nucléaires. Nous demandons une interdiction internationale et la destruction de toutes les armes ABC. L'Allemagne doit donner l'exemple et se débarrasser d'armes de destruction massive.

Les «18 de Göttingen» se sentaient encore concernés par les suites d'Hiroshima et de Nagasaki. C'est pourquoi ils voyaient dans l'utilisation civile de l'énergie nucléaire une solution pacifique de substitution. Conscients de la multiplicité des dangers (pas seulement Tchernobyl) et du double aspect de la technologie nucléaire, de la prolifération et de l'utilisation militaire de la technologie nucléaire, nous nous élevons aussi contre une nouvelle expansion de la soi-disant utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Nous demandons également à tous les scientifiques de ne pas participer aux projets d'armement. La recherche et l'enseignement ne devraient être consacrés qu'à des objectifs pacifiques et civils. Les scientifiques doivent, de surcroît, renseigner l'opinion publique sur l'inanité et les effets destructeurs des guerres, en raison notamment des nouveaux systèmes d'armes.

Göttingen, le 30 juin 2007

Scientifiques de Göttingen partisans de la paix et du désarmement ainsi que:
Association de recherche sur l'environnement et les conflits (VUK), Institut de formation et de recherche (IFB), Bureau de la paix de Göttingen, Communauté de travail de recherches sur la paix à l'université de Kassel (AGF), Association de scientifiques allemands (VDW), Initiative des spécialistes de sciences naturelles «Responsabilité de la paix et de l'avenir», Etablissement de formation Rosa Luxemburg, Communauté de travail «Science et critique» à l'université technique de Brunswick

(Traduction Horizons et débats)

La Bulgarie est en train de devenir un pays du tiers-monde

Comment le pays est passé, entre 1989 et 2007, du socialisme d'Etat au néolibéralisme

par Peter Bachmaier, spécialiste de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, Vienne

Pour des raisons géopolitiques, la Bulgarie a été intégrée à l'OTAN en 2004 et à l'UE en 2007. Elle fait maintenant partie, avec la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Roumanie, de la «nouvelle Europe» qui est également considérée comme un «cordon sanitaire» contre la Russie. Mais cela n'a pas résolu les problèmes du pays et les élections européennes du 20 mai, qui ont enregistré une participation de 28% et la victoire électorale du parti d'opposition GERB, ont été une dure leçon pour le gouvernement. L'article ci-dessous est consacré aux tenants et aboutissants des événements depuis 1989 et de la situation catastrophique actuelle.

Vie citadine en Bulgarie. Comment les villes du pays peuvent-elles résister à la mainmise totale du capital global? (photo caro)

Depuis le 1er janvier 2007, la Bulgarie est, avec la Roumanie, le dernier pays entré dans l'UE et le gouvernement bulgare a organisé une grande cérémonie au cours de laquelle il ne s'est pas seulement félicité de son succès mais a qualifié l'adhésion d'événement historique important parce que le pays a enfin trouvé sa place en Europe. L'UE a également organisé une cérémonie à Bruxelles à laquelle les Premiers ministres de Bulgarie et de Roumanie ont été invités. Cependant ceux qui connaissent bien l'histoire se souviennent que l'adhésion du pays aux forces de l'Axe en 1941 et au bloc de l'Est après la Seconde Guerre mondiale avaient également été fêtées et considérées, avec des arguments similaires, comme des nécessités historiques. Le vrai visage de la «transition», comme on l'appelle en Bulgarie, est complètement occulté par les médias bulgares et internationaux. […] Nous allons nous intéresser aux conséquences de cette politique pour la Bulgarie et cela n'est possible que si l'on tient compte de l'histoire, avant tout de l'ère communiste et de la période de transformation à partir de 1989. L'évolution politique de 1989 à aujourd'hui ne doit pas être envisagée seulement en tant qu'évolution intérieure de la Bulgarie mais dans le contexte de la politique internationale.

L'héritage ambivalent de la république populaire

Depuis la révolution de 1989, tous les gouvernements ont expliqué les difficultés du pays dans les domaines politique, économique et culturel par le lourd héritage du communisme. Il s'agit là d'un prétexte destiné à détourner l'attention des erreurs des gouvernements mais on ne peut pas comprendre le processus de transformation si l'on ne connaît pas le système précédent, qui devait être surmonté.

Le *Parti communiste bulgare (PCB)* a régné sur le pays depuis le 9 septembre 1944 lorsque la Wehrmacht a quitté la Bulgarie et que l'Armée rouge a passé le Danube. A l'époque, le *Front patriotique* prit le pouvoir et forma un gouvernement de coalition qui dura environ trois ans. Dès le début, les communistes y représentaient la force dominante parce que le pays, lors des conférences de Moscou (octobre 1944) et de Yalta (février 1945), avait été affecté à la zone d'influence russe. A la fin de 1947, à la suite du début de la guerre froide et du partage du monde en deux camps, le PCB établit la dictature à laquelle se soumit également le Parti paysan qui continua d'exister officiellement.

Le PCB introduisit le modèle communiste soviétique, appelé plus tard également «socialisme réel» ou «socialisme d'Etat», qui consistait dans le monopole du pouvoir détenu par le PCB, la suppression de la séparation des pouvoirs, la réunion des pouvoirs politique et économique via la nationalisation de l'industrie et la collectivisation de l'agriculture, l'imposition du marxisme-léninisme comme unique idéologie et la participation du pays au *Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON)* et au *Pacte de Varsovie*. La Bulgarie devint une partie du bloc de l'Est, un satellite de l'Union soviétique.

Après le XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique, en 1956, où *Nikita Khrouchtchev* engagea la déstalinisation, la Bulgarie connut une évolution similaire. *Todor Jivkov,* représentant de la tendance nationale-communiste ou patriotique du PCB, devint Secrétaire général du Parti puis, en 1962, Premier ministre. Il essaya de suivre une «voie personnelle vers le socialisme» mais au sein du bloc de l'Est et de l'alliance avec l'Union soviétique. Pendant les 33 ans où il fut au pouvoir, le modèle soviétique ne fut certes pas abandonné, mais profondément modifié. Les camps de travail furent supprimés, les prisonniers politiques relâchés, les relations avec les pays occidentaux normalisées et la culture libéralisée. Lorsque *Ludmila Jivkova* était ministre de la culture, le pays connut un épanouissement culturel que l'on appela «printemps bulgare». L'économie obtint d'importants succès: industrialisation du pays, importance des exportations, plein emploi, systèmes scolaire et sanitaire efficaces, dette extérieure peu élevée, niveau de vie modeste mais garanti que la majorité de la population n'a toujours pas retrouvé.

Certes, le régime rencontra, dans la seconde moitié des années 1980, de plus en plus de difficultés parce que l'Union soviétique ne voulait plus livrer d'énergie bon marché et que Jivkov ne s'entendait pas avec *Gorbatchev* au plan politique. L'héritage communiste (socialisme d'Etat) avait deux aspects: d'une part un Etat fort qui avait obtenu des résultats remarquables en économie et dans le domaine de la culture et d'autre part une nomenklatura qui s'efforçait de privatiser les moyens de production et dont est sorti l'essentiel de l'actuelle nouvelle classe.

La révolution de 1989 et la réorientation de l'élite

C'est le 10 novembre 1989, avec le renversement du régime national-communiste de Jivkov, que commença la période de transformation qui est quasiment achevée. Alors eut lieu un coup d'Etat de l'aile libérale, pro-occidentale et mondialiste du PCB dirigée par *Andrei Loukanov* et *Petr Mladenov* et soutenue par l'ambassade soviétique. Coup d'Etat grâce auquel les nationaux-communistes du Bureau politique du Comité central du PCB, avec l'aide de l'Allemagne et d'autres pays d'Europe, cherchèrent à promouvoir une évolution indépendante du pays, une économie de marché dirigée sur le modèle chinois. C'est Mikhaïl Gorbatchev et *Alexandre Iakovlev,* l'architecte de la perestroïka, qui, à Moscou, tirèrent les ficelles de cette révolution. L'ambassadeur américain à Sofia, *Sol Polanski,* était en permanence informé des événements par l'ambassadeur soviétique, le général du KGB *Victor Sharapov,* qui ne fut envoyé à Sofia qu'après 1988. Ce sont ces forces-là qui organisèrent les manifestations («soulèvement des citoyens») devant le Parlement mais elles n'étaient pas la cause de la révolution.

Pour les Bulgares et la totalité du bloc soviétique, le Sommet de Malte des 2 et 3 décembre 1989 fut décisif parce que Gorbatchev y avait «renoncé», au profit de *George H.W. Bush,* à l'Europe de l'Est et que les dirigeants de Sofia savaient qu'ils ne pourraient plus compter sur Moscou et étaient totalement livrés à eux-mêmes. Gorbatchev y reconnut «le droit pour chaque pays de se déterminer librement […] sans immixtion étrangère.» *Bush* déclara: «Nous sommes pour l'autodétermination» et son ministre des Affaires étrangères *Baker* ajouta que «la décision ne devait être prise que sur la base des «valeurs occidentales […]: ouverture, démocratie, pluralisme et marché libéralisé».

Le nouveau président du Conseil d'Etat déclara lui-même quelques jours plus tard à Gorbatchev que ces pourparlers «étaient le signe d'un tournant de la politique mondiale».

Le 16 novembre 1989 déjà, 6 jours après la chute de Jivkov, le nouveau Conseil des ministres organisait, sous la présidence de Loukanov, une discussion de deux jours avec des économistes américains, allemands, français et autrichiens, qui établirent un programme de réformes exhaustif assorti d'un calendrier précis de mesures à réaliser jusqu'à la fin de 1990. La Table ronde entre le gouvernement et l'opposition, qui avait été mise sur pied dans ce but par la direction du PCB et qui siégea de janvier à mars 1990, tomba d'accord pour renoncer au principe de rôle dirigeant du PCB (lequel principe fut rayé de la Constitution le 15 janvier), pour introduire une démocratie reposant sur le pluripartisme, les élections libres, l'abandon de l'idéologie, la séparation des pouvoirs et la liberté de la presse. Après 1989, la politique étrangère se modifia rapidement: elle abandonna son ancien attachement à l'Union soviétique pour adopter une position pro-occidentale.

Le parti communiste, qui se rebaptisa *Parti socialiste bulgare (PSB)* était, en tant qu'unique parti de l'ancien bloc de l'Est, le seul en mesure de gagner les premières élections libres du 17 juin 1990 où il obtint 211 sièges au Parlement contre 144 pour l'*Union des forces démocratiques (UFD)*. Mais cette dernière n'accepta pas sa défaite et organisa un mouvement de masse, première «révolution orange» dans un pays de l'Est. Des ménagères munies de casseroles et des étudiants, financés par le *National Endowment for Democracy*, exigèrent l'annulation du résultat des élections. Le 6 juillet, le président Mladenov se retira, cédant son poste au chef de l'UFD *Jeliu Jelev,* qui se rendit en septembre déjà à Washington et adhéra à la coalition contre l'Irak (1re guerre du Golfe). Mais en décembre, sous la pression de la rue, il dut également se retirer.

Projet néolibéral et naissance d'une nouvelle classe

Si l'actuel système politique «démocratique» repose essentiellement sur la «Table ronde» entre le PCB et l'UFD de 1990 de même que sur la Constitution du 17 juillet 1991, la naissance du «projet néolibéral», au sens socio-économique du terme, repose sur le document programmatique des économistes américains *Richard W. Rahn* et *Ronald D. Utt* de la Chambre du commerce américaine, qui, au début de 1990, furent chargés par le gouvernement Lukanov d'élaborer un projet pour la transformation économique de la Bulgarie. La nouvelle élite économique déclara qu'il n'y avait pas d'alternative à ce programme auquel un petit nombre de personnes seulement eurent accès et qui ne fut jamais publié. Plusieurs milieux et médias ont tenté d'étouffer tout débat à son sujet et d'empêcher le développement d'autres projets.

Le modèle socio-économique élaboré selon les principes de la révolution néolibérale présentait les caractéristiques suivantes:

1. Quasi-économie de marché, qui n'est pas orientée vers la production mais vers la consommation de ressources en constante diminution et est incapable d'assurer la reproduction matérielle, culturelle et humaine du peuple bulgare.
2. Démantèlement de l'Etat réduit à une superstructure bureaucratique dans les domaines financier, juridique et scolaire.
3. Liquidation des biens de l'Etat, destruction de l'industrie et constitution d'un capital privé de type oligarchique.
4. Assujettissement du pays au contrôle du capital international. Plus de 90% du capital des banques et de ce qui reste de l'industrie sont entre les mains de l'étranger.

La réforme fut contrôlée par le *Fonds monétaire international (FMI)* et par la *Banque mondiale*, qui accordent les crédits. Les crédits du FMI sont liés à des conditions politiques et ne furent accordés qu'à la condition que le gouvernement donne son aval à des réformes structurelles radicales et respecte scrupuleusement le calendrier de leur mise en œuvre. Pendant les 6 premières an-

nées suivant la révolution, aucun crédit du FMI ne fut versé en totalité car le gouvernement ne pouvait pas remplir les conditions. Le programme imposé à la Bulgarie était le même que celui que le FMI avait imposé aux pays d'Amérique latine et du tiers-monde et qu'on appelle aujourd'hui monétarisme ou néolibéralisme.

Une partie de l'ancienne élite communiste participa au programme et devint une partie du système financier international. Les nouveaux chefs d'entreprise bulgares acceptèrent la globalisation, également sous son aspect idéologique. Ils signèrent un accord étrange: ils soutenaient le nouvel ordre mondial en échange de l'assurance qu'ils n'auraient à rendre de comptes à personne sur l'origine de l'argent investi sur les marchés financiers. Le chroniqueur de la révolution de 1989 *Petko Simeonov,* membre de la délégation de l'UFD à la Table Ronde, a expliqué la transformation de l'élite de la manière suivante: «La nomenklatura s'est systématiquement transformée en une ‹bourgeoisie rouge›. […] Il n'y avait pas de classe (il ne s'agit pas d'individus) qui eût un plus grand intérêt à l'effondrement du communisme que la nomenklatura. La réforme donnerait une légitimité à la transformation de la propriété administrative en propriété privée et permettrait en même temps de manifester son efficacité et ses relations économiques.»

A vrai dire, le résultat ne fut pas la naissance d'une classe moyenne productive et créatrice mais d'une «élite dépendante de l'étranger» *(Brzezinski),* d'une classe de *nouveaux riches achetés* qui ne produisent rien et ne possèdent aucune culture à eux, une «bourgeoisie comprador» contrôlée par le FMI et la Banque mondiale, phénomène caractéristique de l'Amérique latine. Leurs enfants vont faire leurs études dans des universités prestigieuses en Angleterre ou aux Etats-Unis pour rentrer au pays avec une «nouvelle sensibilité». La Bulgarie est en train de devenir un pays du tiers-monde.

La révolution orange de 1997

En 1994, le PSB, avec son jeune chef *Jan Videnov,* a gagné les élections et formé un gouvernement qui a tenté de défendre les intérêts nationaux et d'adopter une ligne indépendante en politique étrangère. Il voulait limiter les privatisations et maintenir des parties importantes de l'industrie étatique, conserver l'Etat-providence, mener une politique éducative et culturelle nationale et collaborer avec la Russie et la Chine. Là-dessus, l'occident cessa de collaborer avec le gouvernement et le FMI lui refusa le prêt sur lequel il comptait. Dans le courant de 1996, la situation économique empira et on en arriva à une crise provoquée artificiellement qui se manifesta par une forte inflation et une pénurie alimentaire.

En janvier 1997, le gouvernement, boycotté par l'occident, fut renversé à la suite de plusieurs semaines de manifestations estudiantines sur le modèle de celles de Belgrade (qui, à vrai dire, n'eurent là de succès qu'en 2000) et également par des adversaires néolibéraux du Comité central du PCB, et remplacé, en février 1997, par un «cabinet de fonctionnaires» nommé par le président *Petar Stoyanov,* bien que le PCB ait encore été majoritaire au Parlement.

Il s'agissait en réalité d'un coup d'Etat déguisé, une deuxième «révolution orange», qui devenait nécessaire pour corriger la ligne politique et amener au pouvoir un gouvernement favorable à la globalisation et aux Etats-Unis. Les élections d'avril 1997 apportèrent la victoire attendue de l'UFD qui était cependant déjà au pouvoir à travers le «cabinet de fonctionnaires». Le changement de gouvernement fut salué avec joie par l'OTAN, l'UE et le FMI car la nouvelle direction acceptait l'idée que la crise ne pouvait pas être surmontée sans l'aide de l'étranger. Mais le résultat ne fut pas un nouvel ordre mais un chaos qui dure encore.

Le gouvernement suivant, celui d'*Ivan Kostov* (1997 à 2001) apporta un nouveau changement radical, une «vraie transition» *(Richard Crampton),* c'est-à-dire une thérapie de choc dans tous les domaines. La politique économique reposait fondamentalement sur la privatisation massive à tout prix sur laquelle insistait le FMI. Le résultat, après 4 ans de gouvernement Kostov, fut la privatisation de biens publics d'une valeur de 30 milliards de *leva* (15 milliards d'euros) qui ne rapporta que 2 milliards d'euros au Trésor public et fit des millions de chômeurs.

Pour s'opposer aux conséquences fatales de la globalisation – également en Bulgarie – il faut de solides concepts d'autarcie qui développent les ébauches existantes. (photo caro)

Le «gouvernement fort» de Kostov n'avait pas de programme à lui, il ne faisait qu'exécuter les directives du FMI qui s'était installé dans des bureaux de la Banque nationale bulgare et sans l'accord duquel pas une seule ligne du budget national ne pouvait être modifiée. Le système financier ne fut cependant pas stabilisé par un essor économique réel mais par l'introduction d'un conseil monétaire (currency board) et par l'arrimage du lev au mark (à l'euro). Ainsi, le système financier bulgare et les politiques économique et sociale devinrent totalement dépendantes des institutions financières internationales.

Le gouvernement suivant de *Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha* (rebaptisé *Saxecobourgotski)* poursuivit l'essentiel de cette politique. Lors des élections législatives du 17 juin 2001, le *Mouvement national Siméon II (MNSS)*, sous la direction de l'ex-roi, représentait le groupe parlementaire le plus important, mais à peine une année après, la vague de sympathie avait reflué car rien n'était resté des promesses de nouvelle politique économique et sociale. La raison principale du retour du nouveau gouvernement à la politique pratiquée jusque-là fut la vive critique du FMI qui, dans les négociations sur les crédits, insista sur le respect des conditionnalités.

La population dut s'accommoder de la stagnation des revenus qui, à la fin des années 1990, étaient descendus à 70% du niveau de 1989. Aussi la moitié environ de la population dépendait-elle plus ou moins de la production alimentaire domestique. Mais malgré cela, le FMI imposa une adaptation des prix de l'énergie au niveau du marché mondial, ce qui entraîna un renchérissement de 30%.

Nouvelle rééducation

Le programme des deux économistes américains Rahn et Utt prévoyait également l'abandon des valeurs nationales et de la conscience nationale par les médias, l'école et les ONG et leur remplacement par des «valeurs universelles».

La *Fondation Société ouverte* de *George Soros* et sa filiale *Culture ouverte* ont joué un rôle important dans la propagation des idées de libéralisme et de mondialisation. Dans les années qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviétique, la Fondation a investi plus d'argent que le gouvernement bulgare dans l'école et la culture. La Fondation s'était fixé pour objectif de réformer l'école dans le sens de la globalisation et d'appliquer les exigences de la Banque mondiale.

La Fondation *Free and Democratic Bulgaria* du Bulgare en exil *John Dimitri Panitza,* qui collaborait avec la Fondation du financier de Wall Street *John Train* et l'agent de la CIA *Michael Ledeen,* joua également un rôle important. Le 10 février 1998, le président *Bill Clinton* et le président bulgare Petar Stoyanov déclarèrent que l'école était un des domaines de collaboration les plus importants. Ils tombèrent d'accord pour développer un nouveau programme scolaire afin de promouvoir les «valeurs démocratiques».

Pendant la campagne électorale de janvier 1997, Ivan Kostov déclara qu'il s'agissait d'un «choix de civilisation», que la Bulgarie devait opter pour la Russie ou pour l'Amérique. La tentative de remplacer l'écriture cyrillique par l'écriture latine et de scinder l'Eglise orthodoxe en deux tendances, une prorusse et une prooccidentale, visaient le même objectif. Aujourd'hui encore, il considère que son principal mérite est d'avoir libéré la Bulgarie de l'influence russe.

Un produit phare du nouveau système scolaire est l'université américaine de Blagoevgrad, qui a été ouverte en 1991 et compte aujourd'hui quelque 1000 étudiants venant de 25 pays. Les 70 professeurs, qui ont des contrats d'une année, viennent avant tout des Etats-Unis. Cet établissement a été fondé par l'université du Maine avec le soutien de la *Fondation Soros*, de la *Fondation John-Dimitri Panitza* et d'autres organisations américaines, et aligné sur les universités bulgares par décret du Parlement.

Le monopole de l'Etat sur l'école a été aboli et remplacé par des principes d'économie de marché. A côté du secteur étatique, un secteur privé est né qui compte aujourd'hui quelque 130 écoles privées réclamant des frais de scolarité ou des droits d'inscription, de même que des écoles étrangères financées par des organisations occidentales. Le système de valeurs traditionnel, qui datait de l'époque de la renaissance nationale et mettait l'accent sur l'esprit de communauté et de solidarité, a fait place à l'individualisme et au consumérisme. En 1985, 108 000 jeunes terminaient des études secondaires alors qu'ils n'étaient plus que 50 000 en 2005. Quelque 100 000 enfants ne vont pas du tout à l'école aujourd'hui. Ces dernières années, un quart des élèves ont quitté l'école avant la fin de la scolarité obligatoire.

Montée en force du Parti turc et rôle joué par la Turquie

Sous la pression de l'UE, le Parlement de l'UE a ratifié, le 18 février 1999, la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la protection des minorités que le gouvernement Kostov avait déjà signée le 9 octobre 1997. La loi, qui accorde des droits étendus aux minorités nationales, n'est pas conforme à la Constitution bulgare de 1991 qui, à son article 2-1, définit la Bulgarie comme un «Etat unitaire à autogestion locale. Les formations territoriales autonomes n'y sont pas admises.» L'article 2-2 stipule que «l'intégrité territoriale de la République de Bulgarie est inviolable.»

La notion d'Etat unitaire et centraliste a une tradition qui remonte à la fondation de l'Etat bulgare moderne de 1878, lorsqu'une minorité turque importante resta dans le Sud et le Nord-Ouest du pays. Elle compte aujourd'hui officiellement 747 000 personnes, à quoi on peut ajouter quelque 250 000 Bulgares musulmans, les Pomaques des Rhodopes. La Bulgarie a presque toujours mené une politique d'intégration des minorités (à l'exception des premières années de la démocratie populaire, de 1948 à 1956, pendant lesquelles les Turcs ont joui de privilèges particuliers) parce qu'on avait peur d'un mouvement sécessionniste comme à Chypre et au Kosovo.

Après la signature de la Convention-cadre, le parti turc, le *Mouvement pour les droits et les libertés (MDL)*, formula encore d'autres revendications. Lors de la conférence nationale du MDL le 29 janvier 2000, le président du parti *Achmed Dogan* proposa de modifier la Constitution et de définir la Bulgarie, à l'article premier, comme un Etat multiethnique ou multinational. Les Turcs devaient être reconnus, à côté du groupe slavo-bulgare, comme le second groupe ethnique constitutif de la nation.

C'est dans ce contexte que le MDL, parti gouvernemental depuis 2001, formula le slogan «Vers l'Europe par le Bosphore». Membre de l'OTAN, la Turquie joue effectivement un rôle particulier en tant que puissance protectrice de la minorité turque et également en tant que puissance économique qui a aujourd'hui déjà une grande influence sur l'économie bulgare. Les fondamentalistes islamiques (wahhabites) exercent, à travers leurs émissaires, leur influence sur les musulmans bulgares (Pomaques) et cela en opposition au MDL qui ne tient pas à partager son pouvoir avec les religieux islamiques.

L'influence grandissante du MDL se traduit dans les chiffres suivants: lors des élections de 1994, le MDL a obtenu 283 094 voix (5,44%) et 15 sièges, en 1997, il récoltait déjà 323 429 voix (7,6%) et 19 sièges, en 2005, 467 400 voix (14,17%) et 34 sièges et lors des élections européennes de 2007, 382 000 voix (20,2%).

Rôle de premier plan des Etats-Unis

L'influence des Etats-Unis est décisive depuis 1989, mais surtout depuis le tournant de 1997. Dans les ministères, à la Banque nationale, dans l'Armée travaillent des conseillers américains et des fondations américaines soutiennent les médias et les partis politiques. Les Forces armées bulgares ont, depuis 1992,

Suite page 6

«La Bulgarie est en train …»
suite de la page 5

participé à 10 engagements à l'étranger sous le commandement de l'OTAN, avant tout en ex-Yougoslavie, mais également en Géorgie, au Tadjikistan, en Angola, en Ethiopie et en Afghanistan. Finalement, en 2004, la Bulgarie a adhéré à l'OTAN et a envoyé un bataillon d'infanterie en Irak en soutien de l'opération «Liberté immuable».

Les nouvelles bases militaires américaines de Bulgarie et de Roumanie sont utiles dans la mesure où la mer Noire est «la porte d'entrée au Moyen-Orient» (Bruce Jackson, directeur du *Projet pour les démocraties transnationales*). Dans leur essai «La mer Noire et les limites de la liberté», le Sous-secrétaire d'Etat Ronald Asmus et Bruce Jackson écrivent: «La région de la mer Noire se trouve à l'épicentre de l'important défi stratégique consistant à étendre la stabilité à un espace européen au sens large et, au-delà, à la région du Proche et du Moyen-Orient. […] Le bassin de la mer Noire est de plus en plus considéré dans une autre perspective: au lieu d'être à la périphérie de l'Europe, cette région apparaît comme une composante centrale de l'arrière-pays de l'Occident.»

En avril 2006, les Etats-Unis ont conclu avec la Bulgarie un accord de stationnement qui leur donne le droit d'utiliser les quatre bases de *Bezmer*, *Graf Ignatievo*, *Novo Selo* et *Aitos* pour des interventions dans des pays tiers sans consulter Sofia. Les membres de l'Armée américaine jouissent de l'immunité totale. La base aérienne de *Bezmer* est considérée par la revue stratégique *Foreign Policy* comme l'une des six plus importantes bases américaines au monde.

En 2006 ont eu lieu dans les Balkans des mouvements de troupes d'importance géopolitique. Les attaques du Liban par Israël ont augmenté les activités militaires dans cette région qui consistent actuellement en une mobilisation de l'armée de l'air. «La Bulgarie et la Roumanie sont des alliées des Etats-Unis rompues à la guerre […] Ce sont des partenaires estimées dans la guerre globale contre le terrorisme», a déclaré le général *David McKiernan,* commandant de l'Armée américaine en Europe. Cette Armée effectue dans les Balkans, avec les membres de l'OTAN que sont la Roumanie et la Bulgarie, des manœuvres et des opérations de défense mal connues. L'opération «Immediate Response» s'est terminée en juillet 2006 et l'opération «Viper Lance» en septembre 2006.

Le colonialisme démocratique de l'UE

La Bulgarie a commencé ses négociations avec l'UE en 2000, lesquelles ont conduit, en avril 2005, à la signature de l'accord d'adhésion. Cette adhésion est toutefois soumise à des conditions. Dans son dernier *rapport de monitoring* de septembre 2006, la Commission européenne demande de nouveaux progrès dans la réforme de la justice et dans la lutte contre la corruption et le crime organisé. C'est pourquoi des structures propres à l'UE ont été créées pour la surveillance dans ces domaines. Parallèlement à l'accord d'adhésion, en mai 2005, le Parlement a adopté le Traité constitutionnel européen sans débat (lequel n'aurait guère été possible car il n'existait pour ainsi dire aucun exemplaire du Traité) et sans que l'opinion en ait été informée. La question se pose de savoir si la Commission va longtemps accepter dans l'UE un Etat de type latino-américain.

L'UE n'a rien fait contre les privatisations sauvages. Au contraire, elle a souvent reproché à la Bulgarie le fait qu'elles n'allaient pas assez loin et n'étaient pas assez rapides. La centrale nucléaire de Kozloduj a dû, malgré sa remise en état, à la demande de l'UE, par des firmes internationales, arrêter ses blocs de réacteur III et IV, qui ont coûté 10 milliards d'euros, ce qui a fait passer la dépendance énergétique du pays de 48% à 60%.

La Présidence allemande de l'UE a déclaré que la région de la mer Noire, les relations avec la Russie et l'accès à l'Asie centrale riche en gaz étaient une priorité de l'UE. Bruxelles a des projets de réorganisation du bassin de la mer Noire. La Russie suit avec méfiance les activités de coopération dans cette région et veut faire échouer le projet de gazoduc Nabucco grâce à un contre-projet. L'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN et celle de la Turquie à l'UE porteraient à son comble la division politique de la région.

L'UE a fondé en octobre 1985 une communauté énergétique UE-Europe du Sud-Est si bien qu'un cadre juridique a été créé pour un marché énergétique intégré dans le Sud-Est de l'Europe. L'accord concerne le gaz naturel et l'électricité. Les signataires sont, outre l'UE, neuf pays du Sud-Est de l'Europe, dont la Bulgarie. Grâce à de nouveaux gazoducs et l'adaptation aux règles et aux normes de l'UE, le Sud-Est de l'Europe va devenir une importante région de transit du gaz entre l'Asie centrale, la mer Caspienne, le bassin de la mer Noire, le Proche-Orient et l'UE.

Résultats économiques et sociaux précaires de la «transition»

La thérapie de choc de la première moitié des années 1990 a conduit à la dissolution de la direction économique, à la déstabilisation du système financier, au délabrement des infrastructures nationales et à l'effondrement de la production et du potentiel scientifique et technique. A la suite des privatisations, les capacités productives du pays ont été anéanties par des investisseurs incompétents ou mal intentionnés. La dissolution précipitée des *coopératives de production agricole (TKZS)* et la restitution des terres aux anciens propriétaires ou à leurs descendants ont également rendu l'agriculture incapable de fonctionner.

La Bulgarie peut aujourd'hui faire état d'une situation économique dont la Commission européenne de Bruxelles est officiellement satisfaite. En 2005, l'augmentation du PIB était de 5,5%, le PIB par habitant équivalait, en parité du pouvoir d'achat, à 9600 dollars (Etats-Unis: 30100 dollars), les prix à la consommation avaient augmenté de 5,5% (2006: 5%), le taux de chômage était officiellement de 9,9% (UE: 8%) et la dette extérieure se montait à 15,3 milliards de dollars.

Mais la croissance économique n'a pas d'impact sur le revenu de la grande majorité de la population, parce que seule une minorité en profite. Le salaire minimum est aujourd'hui de 77 euros, le salaire moyen d'environ 150 euros et la moitié de la population vit avec 2 euros par jour. Le PIB est essentiellement obtenu grâce aux services alors que l'industrie n'y contribue qu'à raison de 27% et l'agriculture de 10%. Même en 2005, le PIB atteignait seulement 93% de sa valeur de 1989. Au classement mondial, la Bulgarie occupait, en 1989, la 26e place, mais en 2005, elle ne se situait plus qu'au 86e rang. A cause de cette mauvaise situation économique, 288 000 personnes – 7,7% de la population – ont quitté le pays entre 1989 et 2005 pour émigrer à l'Ouest, la plupart d'entre elles dans l'intention d'y rester définitivement. Si l'on ajoute à cela le fort recul démographique, la Bulgarie a perdu pendant cette période 1 185 000 habitants, soit 13,2% de sa population. Ainsi, la population est passée, entre 1989 et 2005, de près de 9 millions à 7,8 millions.

Une caractéristique de l'économie bulgare consiste dans la persistance d'une économie souterraine qui remonte aux dernières années du régime communiste lorsque les activités privées étaient déjà autorisées. Selon une estimation, environ 30% de toutes les entreprises de la production et des services travaillent au noir, c'est-à-dire cachent la totalité ou une partie de leurs activités au gouvernement. La raison en est qu'elles échappent ainsi à l'impôt sur les salaires, qui est élevé, et aux procédures bureaucratiques d'enregistrement des entreprises. Selon la même source, le taux réel de chômage est de 18,6%.

Les détracteurs du «projet néolibéral» indiquent qu'aujourd'hui, à la suite des privatisations chaotiques des dernières années, la société bulgare est extrêmement polarisée et qu'une nouvelle oligarchie de 200 à 250 millionnaires contrôle toute l'économie. A cela s'ajoute une nouvelle «bourgeoisie comprador» qui représente 20% de la population, les «gagnants de la transformation», alors que les 80% restants, les «perdants», appelés *luzeri*, vivent dans la pauvreté.

«Ivan Kostov a probablement été la meilleure greffe (priskada) du PCB/PSB sur la racine des forces démocratiques. Il a été formé et mobilisé pour liquider complètement les fondements de la démocratie bulgare. Après l'assassinat de Lukanov, en 1996, il se sentait plus libre, plus indépendant et unique chef tout-puissant de l'*Union des forces démocratiques*.»

Résistance du peuple bulgare

Les partis «démocratiques» se sont accordés sur deux choses – la démocratie et l'économie de marché – et font tout, par le biais des médias, pour empêcher toute alternative. Mais ils peuvent de moins en moins compter sur l'assentiment du peuple. Cela apparaît déjà dans les taux de participation qui diminuent depuis 1990 presque à chaque élection: 1990: 90%, 1991: 80%, 1994: 75%, 1997: 58%, 2001: 67%, 2005: 54%, 2006 (élections présidentielles): 42,5% et 2007 (élections européennes): 28,6%.

Depuis quelques années, on assiste à des tentatives de renouveau culturel alors que depuis 1989, on ne parlait que d'économie et d'investissements. La fréquentation des théâtres, des salles de concert, des musées et des librairies augmente. On célèbre de nouveau des fêtes nationales comme celle des saints Cyrille et Méthode le 24 mai avec des drapeaux et des danses populaires, et le nombre des mariages religieux augmente.

Depuis juin 2005, il existe un parti national, la coalition *Ataka* (Attaque) qui regroupe divers groupements patriotiques et a obtenu aux élections législatives de 2005 8,1% des voix et 21 sièges. Le *Parti socialiste bulgare (PSB)* a engrangé 31% des voix et est devenu le parti le plus fort, le *Mouvement national Siméon II*, 19% et le *Parti turc* 14,5%. Les voix obtenues par Ataka provenaient aussi bien du PSB que du parti de l'ex-tsar.

Lors des élections législatives du 22 octobre 2006, le candidat d'*Ataka Volen Siderov* a obtenu 597 000 voix (21,5%) et lors du scrutin de ballottage contre le titulaire de la fonction *Georgi Prvanov,* une semaine plus tard, 650 000 voix (24%). Lors des élections européennes du 20 mai, Ataka a recueilli 14% des voix. Si les nationalistes sont entrés au Parlement, c'est avant tout en raison de la situation économique et sociale catastrophique dont souffre la majorité du peuple et du sentiment que les choses ne vont pas s'arranger.

La revendication clé d'Ataka est: «Rendons la Bulgarie aux Bulgares!». Le programme d'Ataka comporte 20 principes, dont les suivants: unité de la nation bulgare, indépendamment de la religion et de la langue, transfert de l'économie aux Bulgares, révision des privatisations criminelles, lutte contre la catastrophe démographique, sortie de l'OTAN et proclamation de la neutralité, arrêt de la collaboration avec le FMI et la Banque mondiale et confiscation des biens acquis illégalement.

Cependant la coalition Ataka a éclaté peu après les élections en trois partis – *Ataka*, dirigé par Volen Siderov, *Zora* (Aurore) dirigé par *Min o min ev* et *Zaštita* (Protection) – plus quelques députés indépendants. Min o Min ev est la figure centrale d'un nouveau front unitaire national socialiste et prorusse.

La crise de la société bulgare s'aggrave. Une situation à la hongroise menace, c'est-à-dire un soulèvement populaire contre la nouvelle classe qui s'éloigne de plus en plus du peuple et n'est plus en mesure de gouverner le pays, ce qui pourrait conduire à un régime autoritaire soutenu par l'UE. Un homme offre une alternative au gouvernement de coalition actuel: le général *Boïko Borisov,* maire de Sofia, ancien Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, qui, avec son nouveau parti *GERB* (*Les citoyens pour le développement européen de la Bulgarie* – le sigle est également un nom signifiant «armoiries») et le soutien massif de milieux néoconservateurs européens, promet un Etat fort et la lutte contre la corruption. Le 20 mai dernier, le GERB, qui se présentait pour la première fois, a obtenu 21,7% des voix et est devenu le parti le plus important, devançant le PSB.

La Bulgarie a besoin aujourd'hui d'une nouvelle théorie de la transformation qui repose sur les traditions nationales et sur la critique internationale du système libéral global. Il s'agit notamment de rétablir le système de valeurs national, de rénover l'identité culturelle et de reconstruire l'Etat souverain qui est seul en mesure de garantir l'existence de la nation bulgare au XXIe siècle. •

(Traduction *Horizons et débats)*

Groupe de travail européen

Mut zur Ethik

XVe Congrès «Mut zur Ethik»

Peuples et cultures: se respecter mutuellement, s'entraider et apprendre les uns des autres

31 août au 2 septembre 2007
Feldkirch, Autriche

Inscriptions, contact et informations:
Bureau du congrès «Mut zur Ethik»,
Case postale 756, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 79 400 51 57;
E-Mail: *mze@cyberlink.ch*

«Chaque humaniste pacifique a le devoir de critiquer la politique d'Israël»

*par Reuven Moskowitz, Jérusalem**

Chères amies, chers amis,
C'est pour deux raisons que je n'ai plus écrit de lettre depuis un certain temps:

Premièrement, quelques bons amis ont réagi avec malaise à mes propos de la «deuxième culpabilité» dont les Allemands se sont rendus coupables par le fait qu'ils se taisent à l'égard de la politique injuste des gouvernements israéliens. Deuxièmement, je ne voulais pas non plus contribuer à cette inondation d'informations avec mes propos désespérés au sujet du Proche-Orient.

La guerre fratricide palestinienne

Pendant mon séjour en Allemagne, je me voyais confronté à des symptômes supplémentaires qui inquiètent beaucoup d'Allemands de bonne volonté. Parlons d'abord de la guerre civile dans la bande de Gaza. Ne s'agit-il pas de la confirmation d'un manque de fiabilité de la part des Palestiniens de devenir des partenaires de paix pour Israël?

Une sagesse populaire juive dit: Le sage ne se laisse jamais pousser dans une impasse d'où une personne intelligente trouve une issue. Les hommes politiques israéliens responsables de la sécurité ne se sont montrés ni comme des sages ni comme des personnes intelligentes, mais comme des roublards rusés qui nous ont dirigés depuis 60 ans – nous ainsi que le Proche-Orient – avec détermination dans une impasse presque désespérée de la violence et de la riposte violente. Comme dans chaque conflit, on ne peut pas accuser un seul côté d'être le coupable. Mais dans ce cas-là, la symétrie n'est pas juste, le plus fort a le pouvoir – également sur l'information. Ce qu'aujourd'hui, dans les médias, on nomme «spin» – une déformation de la réalité – a déjà été aperçu par le prophète Esaïe: «Quel malheur de voir ces gens qui déclarent bien ce qui est mal et mal ce qui est bien! Ils prétendent clair ce qui est sombre, et sombre ce qui est clair… Quel malheur de voir ces gens qui se prennent pour des sages et qui se croient intelligents!» (Es. 5, 20/21)

La situation désastreuse dans la bande de Gaza est l'explosion extrême d'un volcan qui bouillonne depuis longtemps. La vérité historique amère est qu'en réalité la situation n'était pas toujours vouée à l'échec pendant ces 60 ans. Mais les hommes politiques israéliens travaillant avec des «spin» ont réussi à présenter les Palestiniens comme s'ils n'étaient pas des partenaires raisonnables et capables de régler le conflit de façon juste. Ils ont fait cela en essayant de les diaboliser et de les dénoncer comme peuple criminel. La déformation permanente de la réalité est possible, parce que la plupart des gens sont occupés avec des problèmes et des soucis quotidiens et qu'ils ne se donnent pas la peine d'apercevoir les vrais rapports. Ainsi, il était possible de tirer toujours la carte d'atout d'«Auschwitz», qui qualifie Israël de victime éternelle, et celle des Palestiniens et du monde arabe, les coupables éternels, incapables et peu coopératifs à chaque dialogue raisonnable sur le plan politique. Ainsi, le mythe a été créé que nous n'avons aucun interlocuteur – bien qu'au cours de ces 60 ans il y ait eu des douzaines d'entretiens sur des initiatives pour la paix. Malheureusement, les dirigeants arabes et palestiniens n'ont parlé au public que de la guerre, mais dans les coulisses ils étaient souvent prêts à négocier, tandis que les gouvernements israéliens ont parlé de la paix de façon diffuse, mais ils ont déclenché de nombreuses guerres.

A juste titre, *Uri Avnery* a écrit: Quand les dirigeants arabes entendent qu'Israël tend la main à la paix, il faut se préparer à la guerre … et ce n'est pas parce qu'Israël est plus sanguinaire, c'est parce qu'il poursuit fermement une stratégie claire, mais irréalisable:

1. Il faut à tout prix éviter la création d'un Etat palestinien.
2. Il ne faut en aucun cas accepter un Etat juif en Palestine, mais seulement la Palestine en tant qu'Etat juif.
3. Il ne faut en aucun cas assumer la responsabilité de l'expulsion des centaines de milliers de réfugiés ni reconnaître leur droit de retour au pays.

Lors de l'escalade du conflit avec le monde arabe s'ajoutaient des intentions d'annexion, soit au détriment de la Syrie, soit au détriment du Liban et de l'Egypte.

Afin de réaliser cette stratégie, une dizaine de guerres ont été menées contre les Etats voisins. Le rêve secret de tous les dirigeants israéliens était d'amener la population palestinienne désespérée à abandonner et à se détruire elle-même – dans des guerres fratricides. Et c'est exactement ce qui se passe aujourd'hui dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Cela signifie pour le gouvernement israélien la perspective de pouvoir influencer un gouvernement de fantoches selon la devise *«divide et impera»*. Les Palestiniens sont aussi responsables de cette guerre fratricide et ils poursuivent la même stratégie en sens inverse – une Palestine palestinienne –, mais c'est la politique israélienne mentionnée qui est avant tout responsable de cette escalade dramatique.

Un autre sujet qui bouleverse et inquiète les gens: Comment des médecins musulmans peuvent-ils participer aux actes terroristes meurtriers? On devrait tenir compte du fait que cela n'est pas un brevet musulman, même si cela n'est pas une consolation: L'Israélien *Baruch Goldstein*, le Serbe *Karadzic* étaient des médecins qui avaient juré le serment d'Hippocrate…

L'opportunité de l'heure gaspillée? L'initiative arabe

Lors des rencontres au Kirchentag: Je note ces lignes après le Kirchentag protestant à Cologne auquel j'avais été invité officiellement pour la première fois! Depuis des décennies, j'y ai pris «la parole» principalement avec mon harmonica. Je dois cette invitation à l'engagement infatigable de *Hans-Werner von Wedemeyer* et je l'en remercie de tout cœur! Dans la salle bondée de Gürzenich, j'ai eu l'occasion de parler devant beaucoup de gens, connus et inconnus. Ma gratitude et mon sentiment de bonheur étaient pourtant embrumé par le fait que je n'avais pas été invité à la grande table ronde consacrée au Proche-Orient. Je suis convaincu que cela aurait fait du bien aux participantes et participants du Kirchentag d'entendre également mon ‹autre› voix concernant le sujet. Le personnage principal de cette table ronde, *Avi Primor,* devait représenter la perspective pacifique israélienne. Mais d'après moi, c'était le mauvais choix, car, jusqu'à présent, il n'a apporté, tout comme *Shimon Peres, Amir Peretz, Ehud Barak* et d'autres, aucun message rendant possible pour Israël, la Palestine et le Proche-Orient une paix véritable et juste. C'est pour cette raison-là qu'ils appartiennent pour moi au groupe des politiciens, des prophètes et des prêtres déjà accusés par le prophète Jérémie par les propos suivants: «Car du plus petit au plus grand, tous sont avides de rapine; prophète comme prêtre, tous ils pratiquent le mensonge. Ils pansent à la légère la blessure de mon peuple en disant: ‹Paix! Paix!› alors qu'il n'y a point de paix. Les voilà dans la honte pour leurs actes abominables, mais déjà ils ne sentent plus la honte, ils ne savent même plus rougir …» (Jérémie 6, 13–15a) Mais suis-je parvenu à transmettre quand même l'essentiel lors du Kirchentag? Je suis de l'avis que nous avons aujourd'hui une opportunité de l'heure unique. Le seul plan de paix ayant une perspective a été ignoré de façon éclatante jusqu'aujourd'hui et Avi Primor l'a également mis sous le boisseau: L'initiative de l'Arabie saoudite de mars 2007, proposée lors du sommet arabe en Arabie saoudite, étayée et soutenue par 22 Etats arabes et des politiciens palestiniens tels que *Abou Maazen, Ismaël Hanija* und *Khaled Mashal.* Tout le reste est hypocrisie et dissimulation. On propose la paix à l'Etat d'Israël qui comprend la reconnaissance mutuelle, des frontières (de 1967) – qui représentent pour Israël la sauvegarde de presque 80% de l'ancienne Palestine – et l'instauration de contacts diplomatiques, économiques et culturels qui rendent possible une nouvelle cohabitation. Est-ce que c'est uniquement la faute au terrorisme du Hamas si l'on ne monte pas sur ce pont précieux et fragile qui pourrait être érigé au-dessus de l'abîme profond des peuples ennemis? Au lieu de montrer de la coopération, on essaie par des pompiers boiteux et incompétents – connus sous le nom de Quartet du Proche-Orient – d'éteindre l'incendie. Depuis des années, ce véhicule sans capacité de manœuvrer avive de faux espoirs et empêche pourtant tout mouvement envers la paix. D'après des propos le plus récents au sein des cercles des dirigeants arabes, on peut espérer qu'ils veulent poursuivre activement cette initiative de l'Arabie saoudite mentionnée plus haut.

Capitulations allemandes

Un autre point que j'ai mentionné à plusieurs reprises de manière très inquiète et qui renforce mon désespoir, c'est la capitulation «docile» de la plupart des amis de l'Etat d'Israël vis-à-vis un reproche d'antisémitisme dès qu'ils prononcent une parole critique concernant la politique israélienne. Je parle de «docile» car je n'entends guère une voix critique allemande qui ne prétend pas: «Reuven, ce que tu avances ne peut être dit que par des Juifs et des Israéliens. Nous, les Allemands, même si nous pensons exactement comme toi, nous ne pouvons pas le dire.» Je peux comprendre cette attitude, mais je ne peux pas la suivre!

Rien ne justifie cette autodiscrimination! A mon avis, chaque humaniste allemand pacifique a le droit, voire le devoir de critiquer la politique de l'Etat d'Israël et de toute politique contraire à la loi et à la paix.

Naturellement, cette attitude de beaucoup d'Allemands est liée au passé. Ceux qui ont affiché de la repentance ont développé souvent une transfiguration compréhensible, mais pas toujours bien fondée envers la démocratie israélienne. La face sombre de l'Etat d'Israël était et est refoulé jusqu'aujourd'hui au profit du souci pour l'avenir de l'Etat d'Israël et la fausse supposition que toutes ses guerres soient de nature défensive. Or, de plus en plus, la vérité grave apparaît, une vérité que je dénonce inlassablement. Les politiciens dirigeants font preuve de mesquinerie même s'ils tâchent de la cacher par des blindés, des hélicoptères d'attaque et des pelles de démolition.

La décision de Londres de 1945 qui sert de base à la condamnation des criminels de guerre allemands du nazisme à Nuremberg désigne comme le crime le plus horrible contre l'humanité le crime contre la paix. De tels crimes, mes dirigeants politiques se sont rendus coupables depuis presque 60 ans! La dernière guerre au Liban était également un incendie volontaire bien organisé au Liban, dans la bande de Gaza et en Israël. Un monde qui affirme que la paix est le bien le plus important et accepte quand même cette guerre ne peut pas être considéré comme civilisé, cherchant la paix et soutenant les droits de l'homme universels et le droit international!

Si l'ex-ministre des Affaires étrangères bien aimé, *Joschka Fischer,* et la chancelière allemande *Angela Merkel* couvrent par réflexe ces crimes contre la paix, c'est qu'ils ont compromis la République fédérale allemande en tant que complice.

Pendant longtemps, j'ai pensé que les politiciens allemands étaient mal informés sur la politique au Proche-Orient. Depuis la croisade anti-terreur des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et d'Israël, je suis convaincu du fait que les politiciens allemands sont mal orientés! Les événements à Heiligendamm et les clôtures qui m'ont rappelé nos clôtures et nos murs, m'ont bouleversé. L'alignement de l'Allemagne sur la stratégie de sécurité véritablement échouée met en danger l'identité allemande couronnée de succès en tant que pouvoir pacificateur. Le dernier exemple incroyable en date pour le moment consiste en la proposition du ministre allemand de l'Intérieur, *Wolfgang Schäuble*, de copier une méthode israélienne: des exécutions ciblées de terroristes soupçonnés. Et cela dans un pays qui ne connaît même pas la peine de mort! Dans une démocratie sûre d'elle-même, un tel appel aurait dû provoquer un cri outré. Une chancelière imprégnée de démocratie et d'Etat de droit ne devrait tolérer en aucun cas un ministre ayant de tels points de vue. Dans la République berlinoise pourtant, il y a de plus en plus de symptômes de l'histoire tragique de la République de Weimar: une démocratie avec de moins en moins de démocrates.

De cette manière, l'Allemagne est en train de perdre sa crédibilité en tant qu'Etat de droit et en tant que médiateur.

L'attribution du prix Ludwig Börne au vénimeux Henryk Broder

Un autre symptôme de la défaillance de la conscience démocratique est l'attribution du *prix Ludwig Börne*, prix pour la littérature et le journalisme, à l'auteur et journaliste *Henryk Broder.* C'est un événement qui a eu lieu au «temple de la liberté allemande», à l'église de Saint-Paul à Francfort. Déjà en 1848, on appela cette église «Schwatzbude» (salon de bavardage) parce que tous les professeurs et les «sages» de la nation parlaient de liberté tandis que les princes et les rois allemands se

Suite page 8

(photo mad)

---

* *Reuven Moskovitz* est né en 1928 à Schtetl Frumsiaca dans le nord de la Roumanie. Malgré la persécution et l'expulsion, il a survécu à l'holocauste. En 1947, il a émigré en Palestine où il a fondé avec d'autres le kibboutz Misgav-Am à la frontière libanaise. Après des études d'histoire et de littérature hébraïque à l'université de Tel-Aviv et à l'université hébraïque de Jérusalem, il a travaillé en tant que professeur d'histoire. En 1974, il a passé un an à Berlin faisant des recherches pour écrire sa thèse à propos du thème: «Les Allemands et les Juifs entre le pouvoir d'esprit et l'impuissance de la violence».

Depuis une quarantaine d'années il avertit du danger de l'escalade de la terreur et de la contre-terreur au Proche-Orient. Depuis le début, il s'est engagé au sein du mouvement israélien pour la paix et en 1967, après la guerre des Six Jours, il est devenu secrétaire du nouveau mouvement «Pour la paix et la sécurité» qui résistait à une annexion du territoire occupé et s'engageait pour une solution rapide du problème des réfugiés, la reconnaissance mutuelle d'Israël et des Etats arabes et le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Il est fondateur ou cofondateur de plusieurs organisations en Israël qui font un travail pratique pour la paix. En 1972, il a cofondé le village de paix Neve Shalom/ Wahat al Salam en Israël où il a vécu lui-même. Dans ce village, des Juifs israéliens et des Palestiniens vivent ensemble en jouissant des mêmes droits, ils ont une école primaire bilingue et une école pour la paix où des jeunes Israéliens juifs et palestiniens se rencontrent souvent pour la première fois et exercent dans des séminaires communs la cohabitation paisible. Ses activités en tant que professeur d'histoire comprennent toujours une éducation à la paix.

En tant qu'organisateur des voyages non commerciaux à travers Israël et l'Allemagne en groupes mixtes, l'«aventurier de la paix» s'est engagé depuis longtemps pour la réconciliation judéo-palestinienne et la réconciliation germano-israélienne. En 2001, il a reçu le *Mount Zion Award*, en 2003 le *prix de la paix d'Aix-la-Chapelle* (Aachener Friedenspreis).

Son livre «Der lange Weg zum Frieden» (Le long chemin vers la paix) en est à sa cinquième édition. Reuven Moskovitz, tél. +972 2 6535103,
e-mail: *vardamos@hotmail.com.*

L'Etat a réprimé par la force les activités pacifiques des Tamouls

Graves atteintes aux droits de l'homme au Sri Lanka

Interview de Shivajilingam Kanagalingam, Sri Lanka

Pratiquement ignorée par les médias mondiaux, une tragédie humanitaire se joue au Sri Lanka. La minorité tamoule, qui vit dans les régions traditionnelles tamoules du Nord et de l'Est de l'île, est de fait livrée à une famine génocidaire.

Horizons et débats a eu l'occasion de parler avec un parlementaire tamoul qui a pu venir en Suisse pour une courte période. Shivajilingam Kanagalingam fait partie des députés tamouls qui essaient de défendre les intérêts du peuple tamoul au Parlement. Depuis 2001, il est le parlementaire élu de la circonscription de Jaffna (au Nord du pays) et appartient à l'Alliance nationale tamoule (TNA). Malheureusement, il ne peut plus retourner dans son pays car il y risquerait sa vie.

Horizons et débats: Monsieur Kanagalingam, vous êtes aujourd'hui député au Parlement. Qu'est-ce qui vous a fait entrer en politique?

Shivajilingam Kanagalingam: Je suis né en 1957. Depuis l'âge de 17 ans, c'est-à-dire depuis presque 35 ans, je fais de la politique. J'ai commencé en 1972. Le gouvernement avait promulgué en 1970 des lois sur l'éducation qui avaient pour conséquence que les étudiants tamouls, d'après des critères ethniques, devaient justifier de plus de points que leurs condisciples cinghalais pour être admis à l'université. Cela a gravement réduit les chances de formation et d'avenir de la jeunesse tamoule. Je me suis opposé à ces conditions d'admission injustes, à la «standardisation». J'ai vécu la longue période de résistance pacifique de la population tamoule à la discrimination. J'ai participé à des activités politiques pacifiques: manifestations, sit-in, boycottage d'événements scolaires, deuil démonstratif le jour de l'Indépendance, etc. La résistance non-violente avait déjà une longue histoire. Le peuple tamoul avait à maintes reprises essayé de cette façon de s'opposer aux mesures discriminatoires du gouvernement.

Cela veut-il dire que le conflit a des racines qui remontent loin dans l'histoire du pays?

Oui, en 1948 déjà, lorsque le Sri Lanka est devenu indépendant, le droit de vote a été retiré à un million de Tamouls dont on avait, près de 150 ans auparavant, fait venir les ancêtres de Tamil Nadu (sud de l'Inde) pour travailler dans les plantations de thé du Sri Lanka. On voulait ainsi modifier les rapports de force en faveur des Cinghalais.

Le déplacement de Cinghalais vers des régions traditionnellement tamoules qui eut lieu pour la première fois en 1949 visait les mêmes objectifs. Beaucoup de condamnés obtenaient une réduction de peine, voire la libération, s'ils se sédentarisaient dans ces régions. Ils étaient alors soutenus par le gouvernement à majorité cinghalaise. Cette mesure avait aussi pour but de modifier les rapports de force dans ces circonscriptions électorales en faveur des Cinghalais.

Mais ce ne furent pas les seules mesures qui aient considérablement limité les droits de la population tamoule. En 1956, le cinghalais fut décrété unique langue officielle, langue dans laquelle beaucoup de Tamouls sont peu à l'aise. Cela a représenté pour ceux-ci d'importantes restrictions existentielles. Les Tamouls se sont opposés démocratiquement et pacifiquement mais sans succès à cette loi comme à beaucoup d'autres injustices.

Comment le gouvernement a-t-il réagi à cette résistance pacifique?

La réaction fut massive. Tous les dirigeants étudiants furent arrêtés, incarcérés et dans la plupart des cas maltraités et torturés. L'Etat a réprimé par la force les activités pacifiques des Tamouls. Ainsi, les Tamouls ont observé une grève de la faim de trois mois en mars 1961 devant les bâtiments administratifs des districts. La réponse du gouvernement a consisté à matraquer et à arrêter les manifestants. L'état d'urgence a été décrété, le parti tamoul interdit et les parlementaires tamouls incarcérés pour trois mois.

Quels étaient les objectifs de la résistance tamoule à cette époque?

A cette époque, le Sri Lanka était déjà indépendant de la puissance coloniale britannique, mais dépendait encore de la Couronne, comme l'Australie et le Canada. En 1972, le Sri Lanka s'en détacha et devint une république. A cette époque, tous les parlementaires et partis tamouls exigeaient que l'Etat ait une structure fédéraliste. Le gouvernement sri lankais refusait. Alors il n'était pas question, dans les grands partis tamouls, d'une sécession de l'Eelam tamoul. Après que toutes nos tentatives démocratiques eurent échoué, tous les partis tamouls tombèrent d'accord, en 1976, lors d'une conférence à Vaddukoddai, d'exiger un Etat tamoul indépendant (Résolution de Vaddukoddai).

Quelle a été la réaction du gouvernement sri lankais à cette Résolution?

Il proclama l'état d'urgence. Cette mesure permit d'éviter qu'on ne parle de la Résolution dans les journaux, à la radio ou à la télévision. Ceux qui le firent tout de même furent poursuivis en justice. Les leaders tamouls la diffusèrent quand même notamment sous forme de tract. Beaucoup ont été arrêtés et condamnés par un tribunal extraordinaire sans pouvoir se défendre. Finalement, ils durent être relâchés parce que des avocats tamouls avaient déposé une plainte contre la proclamation anticonstitutionnelle de l'état d'urgence et obtenu gain de cause devant le tribunal.

Quelles conséquences politiques a eu cette réponse du gouvernement sur la résistance tamoule?

A l'époque, c'est-à-dire dès 1970, les organisations d'étudiants ont passé peu à peu d'un mouvement de résistance non-violent en un mouvement recourant à la violence pour protester contre les injustices et faire aboutir ses revendications.

En 1977, (à l'expiration de la période législative) eurent lieu les premières élections parlementaires depuis que le Sri Lanka était devenu une république en 1972. Le programme des députés tamouls demandait avant tout l'indépendance de l'Eelam tamoul. La majorité des Tamouls, plus de 80%, approuvèrent cette initiative. Les députés tamouls gagnèrent 18 des 19 circonscriptions tamoules. Le parti tamoul passa alors à l'opposition avec Amirthalingam comme dirigeant. Alors que les parlementaires tamouls représentaient 80% de la population tamoule, leurs revendications ne furent pas prises en considération.

Est-ce que le conflit se concentrait déjà à ce moment là sur le nord et l'est du pays?

Non. En 1977, des violences commencèrent – commises pour la plupart par des milices cinghalaises soutenues par les Forces armées – contre les Tamouls du sud du Sri Lanka. Beaucoup s'enfuirent en car, en bateau et en avion et se réfugièrent dans le Nord. Ainsi se reproduisait ce qui s'était déjà passé en 1958.

Au début, vous avez parlé de la résistance des étudiants. Comment le mouvement de résistance actuel s'est-il développé?

Malgré la revendication d'indépendance pendant les élections de 1977, les partis tamouls essayèrent de trouver, sous la direction d'Amirthalingam de 1977 à 1983, une solution fédéraliste au conflit. Ainsi un fossé s'est ouvert entre les organisations d'étudiants et les partis politiques. La population tamoule soutenait ce mouvement de jeunes. L'Inde et la communauté internationale s'opposaient autant à une sécession de l'Eelam tamoul que la majorité cinghalaise. L'Inde et les gouvernements occidentaux conseillèrent aux Tamouls de trouver une solution dans le cadre d'un Etat unitaire.

En 1983 suivit ce qu'on a appelé le «Juillet noir»: plus de 3000 Tamouls furent tués, plusieurs milliers durent s'enfuir et 53 prisonniers politiques qui étaient sous protection policière, furent assassinés en prison. Le gouvernement décréta une loi selon laquelle on n'avait pas le droit d'être membre du Parlement si l'on parlait de division du pays. Ainsi les 18 parlementaires tamouls furent exclus du Parlement. A la suite de ces massacres, beaucoup de jeunes rejoignirent le mouvement de libération. Les groupes tamouls furent soutenus par l'Inde, y établirent leurs camps et leurs infrastructures et y furent instruits.

C'est ainsi que la résistance politique des étudiants du mouvement pour la liberté se transforma et commença à se défendre avec des moyens militaires.

Actuellement, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) continuent notre résistance et la majorité de la population et des partis tamouls reconnaissent aujourd'hui les LTTE comme les véritables représentants des Tamouls.

Comment cela se manifeste-t-il?

Lors des dernières élections, en 2004, il y avait 23 circonscriptions tamoules. 22 d'entre elles ont été gagnées par l'Alliance nationale tamoule. J'ai personnellement été élu représentant de Jaffna au Parlement. Notre programme électoral prévoyait une administration provisoire pour le Nord et pour l'Est sous une direction tamoule et la reconnaissance des LTTE comme chefs et seuls représentants des Tamouls. Ainsi nous avons gagné la majorité dans 22 circonscriptions.

Alors vous avez aujourd'hui la possibilité de défendre les intérêts de vos électeurs dans le cadre du Parlement?

Nous sommes élus depuis 5 ans, mais l'Etat n'a pas répondu à nos revendications. Lorsque je prends la parole au Parlement, il faut que je m'attende à des voies de faits ou des perturbations de la part de mes collègues cinghalais ou même des ministres. Deux de mes collègues ont déjà été assassinés.

Vous venez de Jaffna. Quelle y est la situation de la population? Comment vivent les gens?

La situation de la population est précaire. Le gouvernement a fermé la seule route d'accès à la péninsule de Jaffna depuis août 2006. Il n'y a que les voies maritime et aérienne pour transporter des marchandises à Jaffna. Les prix de la nourriture, des biens de première nécessité et des médicaments sont rédhibitoires. A titre de comparaison, on peut vivre à Colombo avec 100 roupies par jour alors qu'à Jaffna il en faut 300. Et cela alors que la population n'a pas de revenus du tout. Aujourd'hui, 650000 personnes vivent à Jaffna. Les élèves ne peuvent pas fréquenter régulièrement les écoles parce qu'ils sont affamés. Il n'y a pas de manuels, rien pour écrire et les contrôles routiers prennent des heures. Quand un convoi militaire se déplace, il faut parfois attendre une demi-journée. Les étudiants sont traités encore plus durement: on les menace de mort ou on les exhorte à ne pas parler de politique. Récemment, 350 étudiants ont été mis sur une liste noire. A Jaffna, l'Armée a imposé le couvre-feu à 18 heures. A ce moment-là des fourgons blancs circulent à travers Jaffna. Il y a peu de temps, deux collaborateurs de la Croix-Rouge ont été assassinés. On les a emmenés pour les interroger dans un de ces fourgons blancs et plus tard, on a retrouvé leurs corps abandonnés.

Beaucoup de femmes et de jeunes filles sont violées, souvent sous les yeux de leurs maris. Un grand nombre sont emmenées pour des «interrogatoires» et violées. Ensuite, beaucoup d'entre elles sont traumatisées pendant des semaines et doivent être hospitalisées. C'est une pratique courante non seulement à Jaffna mais dans tous les districts tamouls. Dans une zone contrôlée par les rebelles, il y avait deux enfants âgés l'un de 4 ans et demi et l'autre de 11 mois qui étaient gravement malades et auraient dû être hospitalisés. L'Armée a refusé l'accès à l'A 9 (la seule route d'accès à Jaffna). La Croix-Rouge a essayé en vain de faire ouvrir la route. Les deux enfants sont morts. Etaient-ce des combattants politiques? Des meurtres semblables, non élucidés, sont commis dans tout le pays.

La situation alimentaire est également dramatique. La pêche, qui nourrissait une grande partie de la population des régions côtières, est interdite. Les paysans n'ont ni électricité et ni engrais. A part les fonctionnaires

Suite page 10

«Chaque humaniste pacifique …»

suite de la page 7

mettaient à étrangler la liberté allemande et à installer la restauration qui trouva sa fin avec la catastrophe la plus sanglante et dévastatrice du 20e siècle. Dans ce temple légendaire, on a célébré, applaudi et honoré un égoïste forcené du nom d'Henryk Modest Broder qui crache son venin en prêchant la violence et la haine globale contre les musulmans. Mais ce lauréat du prix Ludwig Börne n'est pas aussi modeste, puisqu'il se croit – en tant qu'homme d'esprit – être le lauréat le plus mérité de ce prix pour la littérature et le journalisme. A mon avis, en lui décernant ce prix, on a déshonoré Ludwig Börne, un combattant passionné contre la restauration despotique, la guerre, l'oppression et l'injustice. La plupart des gens présents à l'église Saint-Paul ne se sont pas occupés de cela, mais ils se sont délectés du discours et de l'appel satiriques à l'intolérance et à la haine. La presse aussi en a parlé largement. Devant l'église se trouvaient des manifestants que les journalistes appelaient de façon dépréciative «la vieille garde». Moi, j'y ai rencontré par exemple *Evelyn Hecht-Galinski* et *Klaudia Karas* et d'autres manifestants loin d'être séniles. Dans l'église, il y avait «un enfant» qui essayait de hurler que l'empereur acclamé était nu. L'enfant, c'était moi. Le chansonnier *Gerhard Schöne* m'a appelé «l'enfant aux rides». Un journaliste m'a appelé l'homme anonyme «prétendant» avoir survécu à l'holocauste. Un autre journaliste a parlé de moi dans un journal en indiquant mon nom tout en oubliant de me demander pourquoi je m'étais tellement indigné. Malheureusement, le maire de Francfort, *Petra Roth*, a réussi à me calmer en me faisant la fausse promesse qu'après cette soirée j'aurais l'occasion d'expliquer la raison de ma rage auprès de l'orateur et des gens très célèbres pleins d'éloges pour Henryk Broder et de poser mes questions. Elle m'a fait sortir habilement de la salle pour rentrer seule dans la salle des VIP. Et c'était tout. Comme dans ses paroles introductrices Mme Roth avait présenté H. M. Broder comme quelqu'un «de plein d'esprit», j'ai eu l'idée de lui demander où en était l'esprit quand un journaliste diabolise avec une arrogance insupportable 1,5 milliards de personnes tout en prétendant qu'il vaut mieux être malfaiteur que victime, et qui est fier d'être considéré comme «islamophobe au lieu de lâche». Je vous demande de rompre le mur du silence et de vous soulever contre le chantage politique et moral! Voilà 30 ans que j'essaie, en Allemagne, d'indiquer les points communs de la question de l'existence allemande et juive. Il y a 40 ans, le scientifique et théologien extraordinaire, *Isaia Leibowitz,* avait expliqué les structures de pensée judéo-nazie et démontré les actions qui en résultent et il en a averti le monde. Récemment, le livre «Hitler besiegen» (Vaincre Hitler) d'*Avram Burg*, l'ancien président de la Knesset, a paru. L'idée principale de ce livre est que l'Etat d'Israël se trouve actuellement dans une phase de transition entre la République de Weimar et le régime de terreur du national-socialisme. Ce n'est pas un avertissement désespéré, mais un appel urgent à abandonner la fausse politique pour faire place à la paix, à l'espoir et à la justice. Ça fait déjà trop longtemps que les démocrates allemands et ceux qui cherchent la paix et la justice se sont laissés mener en bateau par les paroles «Paix! Paix!» tandis que les dirigeants israéliens agissent contre la paix. •

(Traduction Horizons et débats)

«El país donde abunda la leche y la miel i donde vive gente amable»

Cómo curatos y organizaciones de beneficencia suizos trajeron al país niños alemanes después de la Segunda Guerra Mundial

La cita es en la estación de Lindau. Konrad Weiss, de 71 años de edad, ya está esperando. Junto con su esposa ha viajado desde Ulm hasta aquí. Hasta el lago son apenas unos pocos pasos. La estación, el puerto con los grandes lobos de piedra y el faro están igual que hace 61 años cuando Konrad Weiss estuvo en este lugar junto con otros niños de 9 y 10 años esperando el barco.

Konrad Weiss: Teníamos que andar en grupos tomados de la mano para que nadie se perdiera. Nos ponían en fila según los números que teníamos en la tarjeta de invitación. Yo tenía el número 619, casi de los últimos ya que en el barco creo que no había capacidad para más de 650 niños. Fuimos caminando hasta el puerto y en poco tiempo ya subimos al barco.

Desde la orilla alemana del lago de Constanza, los niños conocían Suiza como el país donde no había guerra, donde las luces iluminaban la noche para señalar a los aliados que allí no debían bombardear. El lado alemán, en cambio, permanecía oscuro y uno pasaba muchas noches en los sótanos para protegerse de los bombardeos.

Un barco con el nombre imponente de Reina Katarina nos lleva hasta Rorschach. Entonces era el MS Thurgau, que llevaba a los niños hasta Suiza. Intimidados, traumatizados con ojos muy abiertos y estómagos vacíos. Muchos padres habían caído o eran prisioneros de guerra. Las madres no sabían cómo alimentar a sus hijos hambrientos. A menudo había solo un pedazo de pan para todo el día. Los niños andaban vestidos en harapos, muchos de ellos descalzos también en invierno

Ahora estamos en el barco con salchichas vienesas, salchichas blancas y zumo de manzanas en este lago que para Konrad Weiss va unido al recuerdo de aquel 15 de diciembre de 1946 en Suiza.

Konrad Weiss: Siempre pensé en ese viaje del 15 de diciembre de 1946. Sigue siendo un recuerdo porque fue la primera impresión que tuve del lago de Constanza, y además el viaje hacia un país donde todo era diferente, algo así como un paraíso.

Familia Klee en Appenzellerland

Konrad Weiss había venido un poco antes a Lindau. Su familia vivía en Silesia, hoy Polonia. Después de la guerra, fueron desterrados por los ocupantes rusos. Así se separó a la familia y Konrad vino a Lindau a la casa de unos tíos. Ahora busca y saca a relucir una carpeta con copias de viejos documentos que cuida como un tesoro. Una carta en la que le cuenta a sus padres, con lujo de detalles, el día vivido en Suiza, en el país de la abundancia, cómo llegó a la casa de la familia Klee en Appenzellerland y al anochecer volvió a su casa con ropa, zapatos nuevos, y un paquete enorme. En un trozo de papel amarillento, con una escritura infantil, está la lista con cada uno de los objetos preciosos.

El libro «Das Wunder einer Reise – Die Schweizer Kinder und ihre Fahrt ins Märchenland» [«El milagro de un viaje – los niños ‹suizos› y su excursión en el país de las maravillas»], ed. por Hildegard Nagler, se publicó en 2003 en la editorial Robert Gessler, Friedrichshafen (ISBN 3-86136-080-2)

«Saludaron a los niños a bordo con panecillos y chocolatinas. – Nos recibieron en el puerto con una cordialidad inesperada.» (foto y cita del libro «Das Wunder einer Reise – Die Schweizer Kinder und ihre Fahrt ins Märchenland»)

Konrad Weiss: Escribí en detalle todo lo que había recibido: un par de botas, un par de guantes, un par de zapatos forrados, un pullover, un par de medias largas, un par de calcetines, una falda para mi tía, un calzonzillo, una camisa, una enagua también para mi tía, un pedazo grande de jabón, un par de protectores para las orejas, cuatro agujas de tejer, un par de alfileres, una bolsita de cereales, un pedazo de grasa para untar, algo de azúcar, una barra de chocolate, un par de medias lunas, un paquete de *Fewa*, en esa época un jabón para lavar, seis luces, así escribí aquí, es decir seis velas, un par de cordones negros para los zapatos y una caja con parches para reparar la bicicleta, algo muy codiciado ya que en Alemania en ese momento no había.

Konrad Weiss estudió economía y trabajó como inspector de finanzas. Pero ese domingo en Suiza no lo olvidó jamás. Su esposa Karin, que pasó los años de guerra en Europa oriental recuerda:

Karin Weiss: De todas maneras fue una de las primeras cosas que me contó. Así es, cuando uno le cuenta al otro vivencias tenidas anteriormente. Ésta fue una de ellas. Yo no me lo podía imaginar exactamente, no había estado nunca en Suiza. Entonces dijimos, vayamos allí, hagamos un viaje al lago de Constanza.

Llegamos a Rorschach en la orilla suiza del lago de Constanza. Suiza sigue siendo para Konrad Weiss el país donde abunda la leche y la miel y donde vive gente amable.

Amor al prójimo hecho realidad

Cuando los barcos circulaban en el lago de Constanza de nuevo regularmente, pasados nueve años de guerra, la Wochenfilmschau de Suiza [noticias semanales presendadas en el cine] informó sobre ese hecho: Los transbordadores de la compañía de ferrocarriles suiza salen de nuevo al lago vasto y claro para conectar con la orilla del lado opuesto alemán. Participamos en uno de los primeros viajes. Nuestro destino es la ciudad de Friedrichshafen donde antes se construyeron los orgullosos aerostatos zepelín y los motores Maibach importantes para la guerra. Los ataques aéreos que destruyeron esa ciudad hicieron temblar las casas en Romanshorn, en una distancia de 12 kilómetros.

Konrad Weiss: Cuando uno es adulto, es normal que uno vea que Suiza tampoco es el cielo en la tierra, pero mi imágen de Suiza quedó grabada, porque, pensé, aquí tiene que vivir gente muy amable y generosa. Cuando recuerdo el tiempo con la familia Klee, tengo que decir que actuaron muy, muy desinteresadamente, movidos por amor al prójimo, de una forma que, en otros tiempos, no se daba ni en Alemania ni en otros lugares de este mundo.

Y entonces una sorpresa: cuando estábamos por subir al auto, detrás nuestro, sale del puerto de Rorschach, hacia el lago, un barco muy viejo pero todavía en buen estado. El MS Thurgau.

Konrad Weiss: Cuando veo ahora que el Thurgau sale del puerto de Rorschach, vuelven los pensamientos de cómo fue hace 60 años. Este barco transportó tantos «niños suizos» desde Alemania hasta Suiza y de este modo brindó tanta alegría y tanta felicidad. En este momento me impresiona el verlo salir del puerto.

Hasta Schachen, Appenzell-Ausserrhoden no es muy lejos. El matrimonio Weiss conoce bien el itinerario por las visitas que hacen cada dos años.

Konrad Weiss: Allí, donde esta el abedul, por donde viene el auto, tiene que acercarse lentamente hacia la casa que está del lado izquierdo.

Grüezi. ¡Grüss Gott, Señora Klee! Me alegro de volver a verla. ¿Cómo está Usted?

Frieda Klee: ¡Bien!

Frieda Klee, una mujer pequeña y hermosa con cabellos blancos y ojos azules vivaces. Tiene 92 años, Konrad Weiss 71. Y como si el tiempo se hubiera detenido, ella le dice de tú y él le dice de Usted, aún cuando él es un hombre de edad y tiene que agachar la cabeza en esa habitacion tan baja. Entonces nos sentamos a la mesa con café y tortas. El Sr. Klee murió hace muchos años, y la Sra. Klee se acuerda de la guerra y de esa noche cuando en la otra orilla ardió totalmente la ciudad de Friedrichshafen.

Frieda Klee: Fue la noche más terrible que he vivido. Mi esposo estaba todavía en servicio y yo sabía que justo en esa zona tenía que estar de guardia. Yo tenía a mis ahijados aquí, y realmente la casa se movía, temblaba. Y se veía el fuego, el cielo estaba totalmente rojo. Para mí fue la peor noche y pensaba: espero que mi esposo vuelva.

Qué felices estábamos cuando la guerra terminó y habíamos quedado a salvo. Cuando los curatos y las organizaciones de beneficencia empezaron con la acción suiza de los domingos, para la familia Klee fue claro que ellos también iban a participar. Frieda Klee cuenta cómo se puso de acuerdo con la Sra. Strickler de la Cruz Roja antes de bajar hasta la escuela a buscar a los niños alemanes.

Un contacto mantenido por décadas

Frieda Klee: La Sra. Strickler me preguntó si quería una niña o un varón. Yo le dije que me gustaría llevar un varón. Sí, yo misma tenía ya un pequeño varón. Todos los niños estaban sentados en un salón de clase y miraban a su alrededor. Algunos eran tímidos, otros tenían lágrimas en los ojos. Ya en el primer momento pensé: Konrad, él se va a entender conmigo. Estaba sentado muy quieto y miraba en torno suyo, y yo pensé si me lo dieran justo a él … Y después se leyeron los nombres: Konrad Weiss. Yo me adelanté: lo llevo yo. Y así bajamos caminando los dos.

Konrad Weiss: Cuando fuí con Usted a su casa Sra. Klee, enseguida me preparó un vaso de leche y me dió una media luna, un Gipfeli como se los llama aquí, pero la palabra Gipfeli no me era conocida. Hoy sabría bien que significa y escribí … aquí está: Después de haber esperado un momento ya vino el almuerzo. Así que era una detrás de otra. Y aquí sigue: había salchichas, porotos y carne picada asada. Y ahora la frase más importante: Me lamí los dedos, lo que quiere decir que todo me resultó delicioso. Era muy, muy bueno.

Frieda Klee: Uno tenía que pensarlo. A estos niños no se les podía dar alimentos muy pesados porque el estómago no los hubiera podido digerir. Teníamos que tener cuidado, no podíamos cocinar cosas muy fuertes. El estómago no los toleraría porque, como decimos, se había achicado porque tenían tan poca comida.

La familia Klee tomó después a otros niños, también por más tiempo que un día. El contacto con Konrad Weiss ha persistido durante todos estos años y décadas. El día en Suiza les dió a los niños esperanza de una vida mejor, haciéndoles soportar mejor el tener que volver a los escombros y la miseria después de haber estado un día en el paraíso. Sí, el tener que mandar al débil niño de vuelta fue duro, dice Frieda Klee, y le sonríe a su niño de vacaciones que esta frente a ella 61 años más tarde.

Frieda Klee: Pensamos cómo van a volver, qué tendrán que soportar todavía en ese tiempo tan terrible. Les enviamos otro paquetito.

Konrad Weiss: Si, eso quería decir. No sólo uno. Recibí muchos paquetes suyos, Sra. Klee. Y siempre con buenas cosas que nosotros no teníamos y que las necesitábamos tanto.

Después de 60 años, Konrad Weiss no necesita más paquetes. Pero sigue estando agradecido y cuando de vez en cuando la visita, el Sr. Weiss invita a la Sra. Klee a almorzar. •

Fuente: *radio DRS, novedad del día* del 10/7/07

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Remarques sur le projet de fusion des communes de Cadro et de Lugano

par Hans Ulrich Walder-Richli, Institut Felsenegg, Sempach

Présentation de l'Institut Felsenegg

L'Institut Felsenegg a été fondé par le soussigné en 1998 dans le but de favoriser la liberté de pensée. Tout d'abord, son activité consistait à prendre position – en dehors des partis politiques – sur l'actualité politique. Des personnes intéressées recevaient à cette fin les «lettres de Felsenegg». Une ou deux fois par année était organisée – c'est toujours le cas – une réunion avec conférence et déjeuner.

Comme le *Mouvement pour l'indépendance,* fondé en 2003, a repris les missions politiques de l'Institut, celui-ci s'est tourné vers l'application du droit constitutionnel et du droit procédural. Il offre dans ce domaine un service de conseil et d'assistance. Il travaille bénévolement et ne répond pas à des commandes. Quant aux séminaires qu'il organise, les frais en sont partagés entre les participants.

Appréciation de la question des fusions

1. L'article 20, alinéas 1 à 3 de la Constitution de la République et canton du Tessin du 14 décembre 1997, dans la version adoptée par la votation populaire du 25 septembre 2005 ainsi que par le Conseil national et le Conseil des Etats les 9 et 12 juin 2006 (titre: *Fusione e divisione dei Comuni)* dit ceci:

I Comuni non possono fondersi con altri Comuni o dividersi senza il consenso dei loro cittadini e l'approvazione del Gran Consiglio.
II Cantone favorisce la fusione dei Comuni.
III Gran Consiglio pu decidere la fusione e la separazione dei Comuni, alle condizioni previste dalla legge.

L'alinéa 4, qui traite des rectifications de frontières et du remembrement, ne nous intéresse pas ici.

2. Il résulte de ce texte:
- que toute fusion ou division de communes dépend fondamentalement de la volonté des citoyens des communes concernées (alinéa 1, première partie);
- que les fusions ou divisions de communes doivent être adoptées par le Grand Conseil du canton du Tessin (alinéa 1, deuxième partie);
- que le canton du Tessin doit encourager les fusions de communes (alinéa 2);
- que les conditions d'une décision du Grand Conseil sur une fusion ou une division de communes doivent être fixées par la loi (alinéa 3). Le Grand Conseil doit préalablement établir, en tant que condition constitutionnelle, le «consenso dei loro cittadini», l'approbation des citoyens selon l'alinéa 1. Faute de quoi il ne peut pas prendre de décision.

3. Ignorant la décision à ce sujet, le soussigné ne comprend pas comment le Tribunal fédéral a pu faire de ce qui est prescrit à l'alinéa 1 une simple votation consultative (dont le résultat n'est pas à prendre en considération). Cela ne veut pas dire que les votations consultatives soient exclues. Elles peuvent être utiles pour influencer la poursuite ou l'abandon d'un processus de fusion ou de division. Mais si la question d'une fusion ou d'une division est soumise aux citoyens sans que soit indiqué son caractère consultatif, leur décision négative équivaut au refus du «consenso» selon l'article 20-1 de la Constitution cantonale. Il va de soi qu'une telle décision, juridiquement contraignante, doit être prise dans le cadre d'une votation populaire – indépendamment de ce que le canton du Tessin prévoit en ce qui concerne les votations consultatives – et ne peut être contournée par un vote consultatif de quelconques participants. Dans la mesure où elle est conforme à la Constitution suisse et au droit international (c'est bien le cas ici), le résultat de la votation populaire doit être respecté également par le Tribunal fédéral.

4. Certaines constitutions cantonales prévoient la fusion forcée, par exemple celles des cantons de St. Gall du 10 juin 2001 (article 99-2b) et du canton du Valais du 8 mars 1907 (article 26- 3), mais elles sont contraires à l'esprit libéral de la Confédération. Elles violent la Constitution du 18 avril 1999 dont l'article 23 stipule ce qui suit:

Liberté d'association
- La liberté d'association est garantie.
- Toute personne a le droit de créer des associations, d'y adhérer ou d'y appartenir et de participer aux activités associatives.
- Nul ne peut être contraint d'adhérer à une association ou d'y appartenir.

Le terme «nul» inclut les personnes juridiques et parmi elles celles de droit public, donc également les communes. Même si l'article 20 de la Constitution tessinoise le prévoyait, le Grand Conseil tessinois ne pourrait forcer aucune commune à fusionner, ne serait-ce qu'avec une ou deux autres communes.

5. On peut objecter qu'une fusion de communes ne mène pas à une association au sens de l'article 23-3 de la Constitution fédérale mais tout simplement à une nouvelle structure qui remplace l'ancienne. Mais si une personne juridique de droit public, et en particulier une commune, ne peut être forcée à adhérer à une association (sous réserve de la fondation de syndicats de communes qui ne touchent pas à l'existence d'une commune), elle ne peut a fortiori être contrainte de renoncer à exister.

6. Dans le cas présent, il s'agit en plus de deux communes très différentes: la ville de Lugano, intéressée par la fusion, avec ses 50 000 habitants, sa capacité économique et par conséquent son influence politique et la petite commune de Cadro qui compte quelques centaines d'habitants et n'a ni capacité économique ni influence politique. La Constitution fédérale du 18 avril 2003 envisage également cette situation dans le dernier paragraphe du préambule:

[…] Sachant que seul est libre qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres, […].

La Constitution fédérale ne permet donc pas qu'une ville s'étende à son gré au détriment de communes voisines désireuses et capables de fonctionner indépendamment mais qui ont la malchance de se trouver dans ses environs et d'être par conséquent menacées de disparition. Pour revenir à l'exemple du canton du Tessin, l'article 20-2 de la Constitution cantonale précise certes que le canton favorise les fusions (dans la mesure où les habitants des communes autonomes ne s'y opposent pas) mais il ne dit pas qu'il favorise l'urbanisation du canton. •

(Traduction *Horizons et débats)*

«L'Etat a réprimé par la force…»

suite de la page 8

de l'Etat, la plupart des habitants n'ont pas d'emploi et dépendent des organisations humanitaires internationales.

Est-ce que l'aide des organisations humanitaires est garantie?

La plupart des organisations humanitaires se sont déjà retirées. Le 15 juin, ce fut également le cas du Programme alimentaire des Nations Unies. Aussi la situation empire-t-elle encore. La Croix-Rouge n'organise plus depuis longtemps le secours alimentaire. Elle se contente de soutenir d'autres organisations. La plupart des bénévoles se retirent car il est devenu trop dangereux de travailler au grand jour.

L'argent et les biens humanitaires provenant de l'Inde et de la communauté internationale, par exemple de l'ONU, sont transportés dans le Nord, mais livrés dans des magasins de l'Armée et vendus par elle. Les Tamouls doivent y acheter les biens auxquels ils auraient droit gratuitement. C'est l'occasion pour les soldats de faire des discours, de demander aux gens s'ils ont vu des Tigres tamouls. Ils montrent ainsi que les Tamouls dépendent de l'Armée et qu'on exerce des pressions sur eux.

Jaffna a été très touchée par le tsunami. Qu'est-ce que la communauté internationale a fait? N'était-ce pas une occasion de s'approcher d'une solution au conflit?

Au début, nous avons eu le grand espoir qu'après cette catastrophe, on se rapprocherait les uns des autres. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi.

Selon vous, quelles chances y a-t-il aujourd'hui que l'on trouve une solution pacifique au conflit qui déchire votre patrie?

L'Etat sri lankais a déclaré la guerre à tous les Tamouls. En tant que parlementaire tamoul, je ne vois pas d'autre voie que celle de la séparation en deux Etats. Le gouvernement sri lankais n'est pas du tout préparé à envisager un véritable fédéralisme. C'est pourquoi je ne vois pas d'autre solution que de fonder notre propre patrie, l'Eelam tamoul.

Que pouvons-nous faire en Europe? Qu'est-ce qui pourrait favoriser une détente?

Vous pouvez protéger notre peuple en faisant connaître les violations inhumaines des droits de l'homme. Vous pourrez ainsi sauver notre population d'une catastrophe humanitaire.

Monsieur Kanagalingam, nous vous remercions de cette interview. •

David contre Goliath

ou: comment on tente de dissoudre une commune autonome contre son gré

rc. La ville Lugano, le centre économique le plus grand et le plus important du Tessin «doit» s'agrandir et a absolument besoin pour cela de plus de terrain parce que ses propres réserves en terrains à construire et en zones vertes sont épuisées. Ainsi Lugano se soumet au diktat du courant néolibéral selon lequel le facteur économique est le plus important, y compris pour les communes. Les structures devraient donc être agrandies et organisées de manière centraliste.

En 2004 Lugano a déjà fusionné avec les communes de banlieue Gandria, Pazzallo, Davesco, Soragno, Cureggia, Pregassona, Viganello, Pambio Noranco et Breganzona. En outre la fusion avec Castagnola et Bré-Aldesago en 1972 fait déjà partie de l'histoire.

Par la fusion avec quatre nouvelles communes, Barbengo, Villa Luganese, Carabbia et Cadro la ville de Lugano espère profiter «d'une exploitation plus efficiente de son territoire». Le 30 septembre la population des communes concernées doit prendre position à propos des projets de fusion par un vote consultatif. Le fait que la commune de Cadro n'a pas d'intérêt à fusionner ne semble pas déranger Lugano. Malgré cette opposition, la ville a sollicité un entretien à l'autorité la plus haute du canton, le Conseil d'Etat, dans une lettre officielle datée du 12 avril, pour accélérer les processus de fusion. Elle écrit entre autres: «La fusion avec Cadro correspond à tous égards aux buts stratégiques que le Conseil municipal veut remplir durant la période de législature actuelle 2004-2008 […].»

A la suite de cette démarche, le Conseil d'Etat a demandé à la commune de Cadro, dans une lettre du 22 mai, d'organiser un vote consultatif sur l'éventuelle fusion avec Lugano dans la seconde moitié du mois de septembre. Cela a créé une situation croustillante: si le résultat du vote à Cadro est négatif (pas de fusion), la plus petite commune de Villa Luganese, au cas où elle consentirait à la fusion, ne pourrait pas être annexée, n'ayant de frontières communes qu'avec Cadro et pas avec Lugano. Les opposants à fusion à Cadro craignent une fusion forcée imposée par le Conseil d'Etat du canton de Tessin, chose qui s'est déjà produite quatre fois depuis 1999.

Les citoyens attentifs de Cadro se sont regroupés et ont décidé de lutter pour l'autonomie de leur commune. Ils ont déjà récolté des signatures, les ont fait authentifier et les ont envoyées au gouvernement à Bellinzona. Ils ont informé tous les citoyens par une brochure. Ils ont fondé l'association *Associazione Ticinese per la Collaborazione dei Comuni* (Association tessinoise pour la Collaboration des Communes), ont déposé un recours devant le Tribunal administratif et ont porté plainte contre la loi auprès du Tribunal fédéral à Lausanne. Le député *Saverio Lurati* a pour sa part déposé une demande auprès du Conseil d'Etat à la suite de leur suggestion.

Les contributions sur le procédé douteux de Lugano veulent montrer une fois de plus comment les fusions sont réalisées par des moyens antidémocratiques. La commune Cadro mérite le soutien inconditionnel de tous les citoyens dans sa lutte pour la démocratie et l'indépendance.

Voici quelques informations sur les communes qui doivent fusionner avec Lugano:

Commune	Domaine en km²	Habitants	Taux de l'impôt
Barbengo	2.65	1770	85%
Cadro	4.45	1893	95%
Carabbia	1.07	560	90%
Villa Luganese	2.20	544	85%
Lugano 2007	31.20	52 512	75%
Lugano 2008	41.58	57 279	

•

Scénario selon un modèle connu

Entre 2000 et 2004 les communes au Tessin diminuaient de 254 à 204. Durant la législature actuelle on pousse encore les fusions, avec le but d'avoir finalement moins de 150 communes au Tessin.

Le feu vert à la fusion de Cadro avec Lugano a été donné en été 2006. Une commission d'étude chargée par le gouvernement à Bellinzona avait alors rendu un rapport favorable. Il s'agissait d'une étude de 89 pages portant sur les tous les points ayant une importance pour la commune (géopolitique, par rapport à l'aménagement du territoire, administratif, financier, personnel, par rapport aux institutions de la commune, ...) avec une recommandation de fusionner et une proposition d'agenda.

Depuis ce moment, le scénario se déroule selon un modèle connu: on avance en prétextant un manque de temps, en refusant des informations et sans inclure la population, en une suite d'actes empêchant de revenir en arrière.

«L'avenir ne peut être maîtrisé que par des hommes qui ont choisi de réfléchir et d'agir ensemble»

Quelques thèses sur les fusions de communes suisses dans une perspective historique

par René Roca, historien, Oberrohrdorf (Suisse)

Dans tous les cantons suisses et ainsi dans toutes les communes le sujet de «fusions» est présent. Pour quelle raison? Bref, la mondialisation a besoin de fusions parce qu'elle a besoin de la mainmise centrale d'en haut. Dans ce concept, les individus sont privés de toute collaboration mentale et pratique. Avec les fusions de communes, la structure traditionnelle suisse qui fonctionne du bas vers le haut est complètement renversée, coupant court à la liberté communale. Ainsi on abolit la démocratie directe. Tout sera au service du fétiche «mondialisation»! Ce qui manque jusqu'à présent, c'est un débat profond et honnête du sens ou contre-sens de telles fusions.

Jusqu'à présent, ceux qui sont intervenus sur ce sujet, sont avant tout les soi-disant «entreprises de conseil» qui travaillent exclusivement avec leur moyens de désinformation et de manipulation et qui ne communiquent ni leur véritable agenda ni leurs mandants.

«Horizons et débats» a régulièrement fait le point sur des projets de fusions en cours dans les différents cantons et en a élucidé les dessous. Ce débat doit continuer. Ci-après, nous désirons présenter quelques thèses dans une vue historique pour animer le débat.

«Si les ‹réformes communales›, c'est-à-dire les fusions des communes, sont réalisées en Suisse comme elles sont conçues, le pays perdra ses meilleures forces. Notre avenir ne peut être maîtrisé que par des hommes qui ont choisi de réfléchir et d'agir ensemble». (photo gbh)

1. Au temps de *l'Ancien Régime* (c'est-à-dire avant 1798), la Suisse était déjà composée de communes qui s'organisaient toutes selon le principe coopératif. Toutes les communes, s'il s'agissait de villes ou de villages sujets, trouvaient leur base dans un noyau de citoyens, jouissants d'une partie du bien civique et disposant, comme corps politique, de considérables droits de gestion autonome. Les communes développaient une véritable tradition de résistance, ne permettant en aucune manière qu'on leur diminue ou ôte leurs «anciens droits» ou leurs «anciennes libertés», c'est-à-dire leurs droits à l'autogestion.
2. Du temps des Lumières (18e siècle) l'«ancienne» et la «nouvelle» liberté communale se confondaient, ce qui veut dire que la pensée coopérative s'alliait avec les idées de l'égalité et de la démocratie.
   A l'époque de la République helvétique (1798-1803), les communes formaient de véritables «ponts» liant les «anciennes» avec les «nouvelles» libertés. Les sociétés se formant en campagne (p. ex. les sociétés de lecture), les associations et l'essor de la presse écrite en étaient d'importants préalables.
3. Avec l'Etat fédéral de 1848, un compromis idéal se trouva au profit des communes. L'autonomie communale pouvait être conservée presque inaltérée dans l'Etat fédéral. L'Etat démocratique se construisit en Suisse du bas vers le haut.
4. Avec l'introduction de la démocratie directe (initiative et référendum) au cours de la deuxième moitié du 19e siècle, également au niveau cantonal et fédéral, d'efficaces instruments étaient prêts pour trouver de bonnes solutions aux évolutions économiques et politiques. Là, les communes rurales en formaient toujours un important point de départ. Au 19e siècle, c'est elles qui veillaient, partant de la liberté communale, à l'évolution de la démocratie directe. Les revendications concernant la démocratie directe furent les exigences du mouvement populaire essentiellement rural. Les adversaires principaux de la démocratie directe aussi bien que de l'autonomie communale furent (comme en partie aujourd'hui encore) les libéraux.
5. Ces derniers 160 ans, les communes en Suisse ont fait une évolution impressionnante en relevant continuellement les nouveaux défis. Aujourd'hui, ces potentiels sont cruellement sous-estimés. Les «petits espaces autonomes», c'est-à-dire les communes actuelles, continuent d'être prêts et capables de donner des réponses raisonnables aux questions urgentes.
6. Le but principal des «réformes communales» en cours dans les cantons sont des fusions au niveau cantonal, et ceci, si nécessaire, sous la contrainte.
   Ces fusions réitèrent, dans le fond, les erreurs de la République helvétique, dont on peut mentionner entre autres: le mépris des structures (communales) raisonnables, issues de l'évolution historique, l'imposition de réformes sous la contrainte ainsi que des centralisations dénuées de tout bon sens, créant un appareil bureaucratique coûteux et loin du citoyen. On prive ainsi les communes, petit à petit, de leur autonomie et indépendance, et, par conséqent, également de leur flexibilité d'aborder les tâches futures. Dans quel but? Bref, pour mater également les cantons et les communes jusqu'à ce qu'ils disent oui à la mondialisation effrénée. Dans ce raisonnement, on recourt à des notions purement économiques et creurses (p.ex. «croissance économique à tout prix», «avantages du site», «les synergies»).
7. Les «réformes communales» planifiées mettent également en cause la péréquation financière inter-cantonale. Cette péréquation financière permet de soutenir avant tout les communes moins riches. C'est précisément cette solidarité – qui a garanti que le modèle suisse est devenu un modèle à succès, créant l'équilibre et la paix sociale – qu'il s'agit de détruire.
8. L'historien bâlois, *Adolf Gasser* (1903-1985), a minutieusement analysé l'évolution de la liberté communale en Suisse. Ce n'est que dans les communes libres, voilà l'idée centrale de Gasser, que les valeurs sociales peuvent évoluer, imprégnées du principe de la coopération.
   Dans les organismes centralisés (telles les communes soi-disant «centralistes»), l'esprit de la subordination, c'est-à-dire de la sousmission docile prévaut. Citons Gasser lui-même: «Dans le premier cas (principe de la subordination) l'Etat s'organise essentiellement du haut vers le bas, dans l'autre (principe de la coordination), il se forme du bas vers le haut. Là, le principe ordinateur se matérialise dans l'habitude de recevoir des ordres, donc dans l'obéissance, ici, dans la volonté générale à la libre coopération.» (Gasser, Adolf: Gemeindefreiheit als Rettung Europas [La Liberté communale – sauvetage de l'Europe], Bâle 1947, p. 12).
9. Des études récentes démontrent: De petites structures dont on garde une bonne vue d'ensemble importent aujourd'hui comme dans le passé et sont propices à la vie sociale commune. Les individus veulent participer aux décisions et sont d'autant plus contents que la démocratie directe est développée. De plus, l'économie se développe mieux dans un tel contexte. (cf. les études de *Bruno S. Frey,* économiste, université de Zurich). En plus, une étude récemment publiée montre que la grandeur des communes influence la qualité de la démocratie. En effet, plus la grandeur d'une commune augmente, voilà la thèse centrale, plus la qualité de la démocratie diminue (cf. étude d'*Andreas Ladner,* politologue, université de Lausanne). Ces études confirment la perspective historique sur les communes: Ce ne sont que les structures décentralisées, composées du bas vers le haut, qui permettent la naissance d'un cadre social (Bonum commune), dans lequel les êtres humains se sentent à l'aise et sont prêts à collaborer (système de milice).
10. Si les «réformes communales», c'est-à-dire les fusions des communes, sont réalisées en Suisse comme elles sont conçues, le pays perdra ses meilleures forces. Mais notre avenir ne peut être maîtrisé que par des hommes qui ont choisi de réfléchir et d'agir ensemble. •

Informations de la commune de Cadro (TI)

Le conseil communal de la commune de Cadro, dans sa réunion du 8 mars 2007, a décidé de reporter à une date ultérieure l'enquête annoncée au public le 24 janvier. Cette enquête aurait donné à la population de Cadro seulement la possibilité de s'exprimer sur une éventuelle fusion avec Lugano.

A cet égard, le conseil communal a estimé l'immédiate entreprise d'un processus de fusion avec la ville de Lugano comme précipitée. A son avis, l'affaire devra être réexaminée en analysant d'autres alternatives encore. Le conseil communal aimerait sonder plusieurs variantes et en informer la population en bonne et due forme de sorte qu'elle ait la possibilité de faire son choix en liberté et en connaissance de cause pour privilégier l'une ou l'autre solution.

Pour cette raison, le conseil communal s'est réservé suffisamment de temps pour pondérer les différentes possibilités qui s'offrent dans le domaine de la collaboration entre les communes et pour en déduire les avantages et les inconvénients.

En connaissance de l'importance de ce sujet et des aspirations de la population ainsi que des autorités cantonales, l'exécutif communal veut éviter les disputes au sein de la population causées par des décisions précipitées. C'est pourquoi il demande du temps pour analyser, d'une manière rationnelle et constructive, plusieurs possibilités et pour ensuite pouvoir informer la population d'une façon appropriée afin qu'elle puisse participer à la décision. Ce n'est que de cette manière-là que le choix se fera en répondant aussi largement que possible aux attentes de la communauté.

L'exécutif respectera les initiatives de citoyens ou de groupes particuliers et il n'a nullement l'intention de se dérober au débat et à la confrontation.

En plus, l'exécutif communal informe la population qu'il est aussi entré en contact avec la commune de Sonvico (commune plus grande, située au nord de Cadro, ndt.) et avec le département cantonal des Institutions.

Le conseil communal de Cadro,
résolution du conseil communal, n° 274,
du 12 mars 2007

(Traduction *Horizons et débats)*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom:

Rue / N°:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

«Le pays, où coulent le lait et le miel et où vivent des gens aimables»

Après la Seconde Guerre mondiale, des paroisses suisses et des œuvres humanitaires ont invité des enfants allemands en Suisse

Rendez-vous: gare de Lindau. Konrad Weiss, 71 ans, grand et mince, nous attend déjà. Il est venu d'Ulm avec sa femme. Pour descendre au bord du lac, il ne faut que quelques pas. La gare, le port avec le grand lion en pierre et le phare sont toujours les mêmes qu'il y a 61 ans, lorsque Konrad Weiss se trouvait au même endroit, avec de nombreux autres enfants âgés de 9 ou 10 ans qui attendaient le bateau.

Konrad Weiss: Il fallait aller en groupes et se tenir par la main afin que personne puisse se perdre. Nous étions placés suivant le numéro des cartes d'invitation. J'avais le numéro 619, donc presque au bout de la queue, car le bateau ne pouvait accueillir que 650 enfants, je pense. Nous avons donc marché jusqu'au port et bientôt, nous sommes montés à bord.

Les enfants de la rive allemande du Lac de Constance connaissaient la Suisse comme un pays, où il n'y avait pas de guerre, où pendant la nuit, les lumières restaient allumées pour signaler aux avions des Alliés de ne pas bombarder cette région. Tandis que du côté allemand on était obligé d'éteindre les lumières ou de recouvrir les fenêtres et que l'on passait de maintes nuits dans les abris antiaériens.

Un bateau qui avait le magnifique nom de «Reine Katarina» nous amène à Rorschach. A l'époque c'était le «MS Thurgovie» qui avait transporté les enfants en Suisse. Effarouchés, traumatisés, aux grands yeux et au ventre creux. Nombreux étaient les pères qui avaient été tués au cours de la guerre ou qui étaient en captivité. Les mères ne savaient guère comment nourrir les bouches affamées. Souvent, il n'y avait qu'un morceau de pain pour toute la journée. Les enfants se promenaient en quenilles, souvent ils étaient obligés d'aller pieds-nus également en hiver.

Maintenant nous sommes assis sur le bateau, approvisionnés de petites saucisses, de boudins blancs et de jus de pommes. Sur ce lac que Konrad Weiss associe indissociablement à cette journée du 15 décembre 1946 passée en Suisse.

Konrad Weiss: Chaque fois, je pensais à cette traversée, qui a eu lieu ce fameux 15 décembre 1946. C'est toujours un souvenir, parce que c'était la première impression du Lac de Constance que j'avais eue, et bien sûr, aussi, le voyage dans un pays où tout était différent, qui était en peut comme le paradis.

La famille Klee dans l'Appenzell

Konrad Weiss n'était arrivé à Lindau que peu de temps auparavant. Sa famille avait vécu en Silésie, en Pologne d'aujourd'hui. Après la guerre, les occupants russes les avaient expulsés. Ainsi, la famille fut déchirée. Konrad fut était envoyé chez son oncle et sa tante, à Lindau. Maintenant, de manière maladroite, il cherche, un petit étui contenant des copies de documents qu'il conserve comme un trésor. Une lettre à ses parents où il décrivait en détail les impressions qu'il avait eues de la journée passée au pays de cocagne suisse, comment il était arrivé chez la famille Klee dans l'Appenzell, et d'où il rentrait, pourvu de vêtements neufs, de chaussures neuves et d'un immense paquet. Sur un bout de papier jauni, on peut lire dans l'écriture cursive enfantine d'alors toutes les préciosités en détail.

«Le miracle d'un voyage – les enfants suisses et leur voyage dans le pays des contes de fée», edité par Hildegard Nagler, paru en 2003 aux Editions Robert Gessler, Friedrichshafen (ISBN 3-86136-080-2)

«Comme cadeau de bienvenue on nous a donné, à bord, des petits pains blancs avec un bâton de chocolat. Nous avons été accueillis au port avec une cordialité tout à fait inattendue.» (Photo et citation sont des extraits du livre intitulé «Das Wunder einer Reise – Die Schweizer Kinder und ihre Fahrt ins Märchenland»).

Konrad Weiss: En somme, j'ai reçu, comme je l'ai noté à l'époque: une paire de bottes, une paire de gants, une paire de pantoufles, une paire de chaussures fourrées, un pull-over, une paire de chaussettes longues, une paire de soquettes, une jupe pour ma tante, une culotte, une chemise, un jupon aussi pour ma tante, un grand savon de Marseille, une paire de protège-oreilles, quatre aiguilles à tricoter, quelques épingles, un sachet de flocons d'avoine, un morceau de beurre clarifié, quelques morceaux de sucre en cube, une tablette de chocolat, quelques croissants, un paquet de *Fewa* (une lessive de l'époque) 6 lumières, j'ai noté, c'est-à-dire six bougies, une paire de lacets noirs, et une trousse à outils pour vélo, très convoitée à l'époque, car en Allemagne il n'y avait rien de pareil.

Plus tard, Konrad Weiss a fait des études d'économie, et il a travaillé comme vérificateur de compte. Mais ce dimanche, passé en Suisse, ne l'a plus jamais quitté. Sa femme Karin qui avait vécu les années de guerre en Allemagne de l'Est, se souvient:

Lorsque les bateaux du Lac de Constance circulaient de nouveau régulièrement, après six années de guerre, la «Wochenfilmschau» en a parler de la manière suivante:

Les bacs du triangle de trois pays sur le Lac de Constance appartenant aux Chemins de fer fédéraux sortent de nouveau sur la vaste surface claire du lac pour rétablir les liens avec la rive d'en face qui fait partie du pays de Bade. Nous participons à une des premières traversées. Notre but, c'est Friedrichshafen, où, jadis, on produisit les fameux aérostats dirigeables Zeppelin et les moteurs Maibach, très importants pour l'industrie de guerre. Les raids qui détruisirent cette ville avaient fait trembler les maisons de Romanshorn, située à une distance de 12 km.

Karin Weiss: En tout cas, cela a été une des premières choses qu'il m'a racontées. C'était comme on se raconte les choses que l'on a vécues autrefois, et cela, en tout cas, en faisait partie. Bien sûr, je ne pouvais pas me l'imaginer car je n'avais jamais été personnellement en Suisse. Et alors, un jour, on ira voir le Lac de Constance.

Nous sommes arrivés à Rorschach, du côté suisse du Lac de Constance. Pour Konrad Weiss, la Suisse est restée le pays où coulent le lait et le miel et où vivent des gens aimables.

La charité vécue

Konrad Weiss: II est évident qu'on remarque comme adulte que la Suisse n'est pas le ciel sur terre, mais cela a fortement influencé mon image de la Suisse car j'ai remarqué que des gens terriblement gentils et aimables doivent y habiter. Si je reviens au temps que j'ai passé avec la famille Klee, je dois dire qu'ils ont agi de façon très, très généreuse, vraiment marqué par la charité, comme on ne le rencontrait à l'époque ni en Allemagne ni à d'autres endroits sur terre.

Tout à coup, une surprise: Quand nous voulons monter en voiture un ancien mais robuste bateau quitte le port de Rorschach. C'est le «MS Thurgau».
Konrad Weiss: Quand je vois ici que le «MS Thurgau» quitte le port de Rorschach, ce que j'ai vécu 60 ans en arrière résurgit naturellement. Ce bateau a conduit tant d'«enfants suisses» de l'Allemagne en Suisse et a offert tant de joie et de bonheur. Le fait que, part par hasard, il sort du port à l'instant, m'impressionne beaucoup.

Ce n'est pas loin jusqu'à Schachen, en Appenzell-Rhode Extérieures. Le couple Weiss connaît bien la route à cause des visites précédentes.
Konrad Weiss: Là, où il y a le bouleau, où la voiture arrive, là, vous devez conduire très lentement et stationner la voiture devant la maison à gauche.
«Grüezi». Bonjour, Mme Klee, je me réjouis de vous revoir. Comment ça va?
Frieda Klee: Bien!

Frieda Klee, une belle petite femme aux cheveux blancs et aux yeux bleus lucides. Elle a 92 ans, Konrad Weiss 71 ans. Et comme si on avait arrêté le temps elle le tutoie toujours et il la vouvoie, même s'il est maintenant un homme âgé et doit baisser la tête dans le salon au plafond bas. Puis nous sommes assis autour de la table avec du café et du gâteau. M. Klee est décédé il y a longtemps et Mme Klee se souvient de la guerre et de cette nuit quand Friedrichshafen de l'autre côté du lac avait été complètement détruite.
Frieda Klee: Ce fut la nuit la plus terrible que j'ai jamais vécue. Mon mari faisait encore son service et je savais qu'il devait monter la garde dans cette région-là. J'avais encore mes filleuls chez moi et je dois dire que toute la maison a tremblé, a vibré. On voyait le feu, le ciel était tout rouge. Ce fut la nuit la plus terrible et je pensais: Si seulement mon mari revient.

On était tellement heureux quand la guerre était finie et qu'on avait été épargné de tout cela. Quand les paroisses et les œuvres humanitaires commencèrent l'action des «Dimanches suisses», il était clair pour la jeune famille Klee d'y participer. Frieda Klee raconte comment elle a discuté avec Mme Strickler de la Croix-Rouge avant de descendre à l'école pour aller chercher les enfants allemands.

Contacts maintenus pendant des décennies

Frieda Klee: Mme Strickler m'a demandé si je voulais une fille ou un garçon. Je lui ai dit que j'aimerais bien prendre un garçon. J'avais moi-même déjà un petit garçon. Tous ces enfants étaient assis sur les bancs d'école et regardaient autour d'eux. Les uns étaient timides, d'autres avaient les larmes aux yeux. Au premier moment j'ai pensé: Konrad, il me plaît. Il était assis, tranquillement et regardait autour de lui et j'ai espéré pouvoir inviter celui-là. Et puis on a lu la liste à haute voix: Konrad Weiss, et j'ai tendu la main, je le prends. Puis, nous sommes rentrés ensemble.

Konrad Weiss: Mme Klee, quand je suis entré avec vous dans votre maison, vous m'avez tout de suite donné un verre de lait et un croissant, un «Gipfeli» comme on dit ici, mais à l'époque je ne connaissais pas encore le mot «Gipfeli». Aujourd'hui, je saurais ce que c'était et j'ai noté ici: Après avoir attendu un moment, on a servi le déjeuner. Cela allait coup sur coup: Il y avait des saucisses, des haricots et de la viande hachée. Et la phrase la plus importante après: Là, je me suis léché les doigts, ce qui veut dire que c'était excellent. Ce fut vraiment délicieux.

Frieda Klee: On devait réfléchir. Il ne fallait pas donner des aliments lourds à ces enfants, leur estomac ne l'aurait pas supporté. Nous devions faire attention, nous ne devions pas préparer de choses lourdes. L'estomac ne pouvait plus le supporter, comme on dit, l'estomac est rétréci, car ils n'avaient pas beaucoup à manger.

Plus tard, la famille Klee a accueilli encore d'autres enfants, aussi pour plus d'une journée. Pendant toutes ces années, ces décennies, le contact avec Konrad Weiss n'a pas arrêté. Cette journée en Suisse a donné aux enfants l'espoir d'une vie meilleure, elle leur a facilité le fait qu'ils devaient rentrer après une journée seulement du paradis dans les ruines et dans la misère. Oui, c'était dur de renvoyer le petit garçon exténué, dit Frieda Klee et, 61 ans plus tard, elle sourit à son enfant de vacances assis en face d'elle.

Frieda Klee: Nous pensions à votre retour et à ce que vous deviez encore supporter dans ces temps difficiles. Mais nous avons encore envoyé un paquet.

Konrad Weiss: C'est justement ce que je voulais ajouter: pas seulement un! Plus tard, j'ai encore reçu beaucoup de paquets de votre part, Mme Klee. Et toujours avec tant de bonnes choses qui n'existaient pas chez nous et que nous pouvions si bien utiliser.

Plus de 60 ans plus tard, Konrad Weiss n'a plus besoin de paquets. Mais il en est toujours reconnaissant et quand il lui rend visite de temps en temps, M. Weiss invite Mme Klee à déjeuner au restaurant.

Source: *Radio DRS, Tagesgespräch* du 10/7/07
(Traduction *Horizons et débats)*